

Règlement local de la Publicité de Saint-Denis

*Arrêté municipal du 29 juillet 1998
reçu à la Préfecture de la Réunion du 29 juillet 1998*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Règlement Local de la Publicité
de Saint-Denis*

Arrêté

du Maire

AP

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	1
Chapitre 1 - LES OBJECTIFS DE LA VILLE	2
Chapitre 2 - RÈGLES GÉNÉRALES	2
Chapitre 3 - DÉLIMITATION DES ZONES DE RÉGLEMENTATION	4
TITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA PUBLICITE	7
Chapitre 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	8
Chapitre 2 - ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE	9
Section 1 - Dispositions particulières à la ZPR 1	9
Section 2 - Dispositions particulières à la ZPR 2	9
Section 3 - Dispositions particulières à la ZPR 3	9
Section 4 - Dispositions particulières à la ZPR 4	10
Section 5 - Dispositions particulières à la ZPR 5	10
Chapitre 3 - TABLEAU DE SYNTHÈSE DE LA PUBLICITÉ	11
TITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ENSEIGNES ET PREENSEIGNES	12
Chapitre 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	13
Chapitre 2 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ENSEIGNES	14
Section 1 - Enseignes apposées sur un mur de façade	14
Section 2 - Enseignes perpendiculaires au mur	15
Section 3 - Enseignes d'animation de rue commerçante	15
Section 4 - Enseignes sur toitures ou terrasses	16
Section 5 - Enseignes scellées au sols ou installées directement sur le sol	16
Section 6 - Enseignes temporaires	17
Chapitre 3 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRÉENSEIGNES	17
Section 1 - Signalisation des activités aux étages ou en fond de cour	17
Section 2 - Préenseignes dérogatoires	17
Section 3 - Préenseignes temporaires	18
Chapitre 4 - TABLEAU DE SYNTHÈSE DES ENSEIGNES ET PRÉENSEIGNES	19
TITRE IV - PIÈCES ANNEXES	21
Chapitre 1 - RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE À LAQUELLE FAIT RÉFÉRENCE LE RÈGLEMENT MUNICIPAL	22
Chapitre 2 - CROQUIS ET ILLUSTRATIONS	22
Chapitre 3 - LISTE DES EMPLACEMENTS DES PANNEAUX "AFFICHAGE-LIBRE"	23
Chapitre 4 - ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 528/90 RELATIF À LA RÉGLEMENTATION DES PANNEAUX D'AFFICHAGE LIBRE	24
Chapitre 5 - LISTE DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS AU MOBILIER URBAIN	25

Titre I - Dispositions générales

Chapitre 1 - LES OBJECTIFS DE LA VILLE

L'article 1er de la loi du 29 décembre 1979 reconnaît le principe fondamental de la liberté d'affichage : "chacun a le droit d'exprimer et de diffuser informations et idées, qu'elles qu'en soient la nature, par le moyen de la publicité, d'enseignes et de préenseignes, conformément aux lois en vigueur et sous réserve des dispositions de la présente loi". Depuis cette date les lois et règlements sont largement intervenus pour limiter et contrôler cette liberté d'affichage. Au delà des objectifs initiaux relatifs à la sécurité routière, l'évolution de la réglementation est marquée par une volonté croissante de protection de l'environnement et du cadre de vie traduite notamment dans la loi 95-101 du 2 février 1995.

Le premier objectif poursuivi par la commune de Saint-Denis vise à mettre en cohérence la réglementation municipale de la publicité avec l'évolution de la réglementation nationale.

Par ailleurs, le schéma directeur de la ville de Saint-Denis, réalisé en 1993, a défini les grands axes d'organisation fonctionnelle et de développement urbain de la commune. C'est l'image de Saint-Denis pour les vingt ans à venir qui a été projetée.

L'une des caractéristiques principales du schéma directeur réside dans l'impact de grands projets d'infrastructure qui vont contribuer à modeler une nouvelle image urbaine.

Parmi les aménagements structurants on peut citer :

■ au plan des infrastructures routières et de déplacement

- l'aménagement du Boulevard Sud comme boulevard urbain
- le Transport en Commun en Site Propre
- l'aménagement et la requalification du Front de Mer

■ au plan de la structure urbaine

- la mise en valeur patrimoniale et architecturale du Centre-ville historique
- la création du Parc Urbain de la Trinité
- le marquage paysager des entrées de ville
- la structuration des écarts

■ au plan économique

- la création du Parc Technologique sur les terrains du CERF
- la mise en valeur des zones d'activité

la revitalisation commerciale du Centre-ville

Aussi l'objectif de la commune est-il d'adapter le règlement de la publicité aux grands projets urbains de Saint-Denis.

D'un point de vue réglementaire, les dispositions en matière d'affichage publicitaire doivent en outre être cohérentes avec le Plan d'Occupation des Sols et les dispositions relatives à la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP).

Chapitre 2 - REGLES GENERALES

Article 1.A - GENERALITES

Le présent règlement fixe les dispositions applicables à la publicité, aux enseignes et préenseignes sur le territoire de la commune de SAINT DENIS de la Réunion, conformément aux dispositions des articles 6, 7, 9 et 13 de la loi n°79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes et à ses décrets d'application, constituant la réglementation nationale. Les principaux textes en vigueur au plan national sont mentionnés en annexe.

Article 2.A - DEFINITIONS

Pour l'application du présent règlement et conformément à la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 et à ses décrets d'application, les termes employés obéissent aux définitions précisées aux articles 3 à 8 ci-dessous.

Article 3.A - AGGLOMERATION

La notion d'agglomération est celle de l'article R 1 du Code de la Route : "un espace sur lequel sont bâtis des immeubles rapprochés dont l'entrée et la sortie sont signalés par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde".

De ce point de vue, Saint-François, Le Brûlé et La Montagne constituent donc des agglomérations à elles seules.

Un arrêté municipal fixe cependant les limites d'agglomération de Saint-Denis. Seuls les quartiers de La Montagne et de Saint-Bernard sont distingués du reste de l'agglomération dionysienne.

Ce périmètre n'est pas compris comme un ensemble multifonctionnel de plus de 100 000 habitants tel qu'il est défini par l'INSEE. Cette précision est pourtant nécessaire pour l'application du présent règlement.

Article 4.A - PUBLICITE

Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, peu importe le contenu du message qui, lui, doit rester libre. Les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images sont assimilés à des publicités.

La définition de la publicité recouvre toutes les formes de messages qu'ils soient commerciaux ou non et fait donc entrer, en particulier, l'affichage d'opinion dans le champ d'application de la Loi.

Les dispositifs de type « totem » sont assimilables à une publicité dès lors que la nature du message est différente de l'activité qui s'exerce sur l'immeuble où il est implanté.

cf. croquis n°1 en annexe

Article 5.A - ENSEIGNE

Constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble (bâti ou non) et relative à une activité qui s'y exerce. Les enseignes peuvent être publicitaires ou non.

L'enseigne est prévue pour être en place plusieurs années et doit être constituée de matériaux durables.

Les dispositifs de type « totem » sont assimilables à une enseigne dès lors que la nature du message rapporte l'activité qui s'exerce sur l'immeuble où il est implanté.

Les dispositifs gonflables sont considérés comme des enseignes temporaires et soumis à autorisation.

cf. croquis n°1 en annexe

Article 6.A - PREENSEIGNE

Constitue une préenseigne toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée. Les préenseignes peuvent être publicitaires ou non.

Conditions permettant de la distinguer d'une publicité :

- l'indication de l'adresse de l'activité exercée,
- l'indication de la proximité des lieux où s'exerce cette activité.

cf. croquis n°1 en annexe

Article 7.A - ENSEIGNE PUBLICITAIRE

Constitue une enseigne publicitaire toute publicité faite sur l'établissement qui fabrique ou commercialise le produit objet de la publicité.

Article 8.A - IMMEUBLE

Le sens du mot immeuble utilisé dans le règlement est le sens juridique du code civil : il s'agit non seulement du bâtiment ou de la construction à l'intérieur de laquelle s'exerce une activité, mais également du terrain

d'assiette de cette activité. L'immeuble est donc bâti ou non bâti.

Article 9.A - QUALITE DES MATERIAUX

Les dispositifs doivent être construits en matériaux durables, le bois étant interdit. L'aspect esthétique doit être soigné, propre et d'un entretien aisé.

Article 10.A - DEPOSE

Les dispositifs déposés impliquent l'enlèvement de tous les supports ou appareillage afférents, faute de quoi ils sont considérés comme existants.

Article 11.A - UNITE FONCIERE

Il s'agit de l'ensemble des parcelles contigües appartenant à un même propriétaire.

Article 12.A - CHAMP D'APPLICATION

Les prescriptions définies dans ce règlement s'appliquent à la publicité, aux enseignes, aux préenseignes et aux enseignes publicitaires conformément à la loi.

■ Dispositions particulières

En plus de la publicité, des enseignes, préenseignes et enseignes publicitaires, le champ d'application du présent règlement couvre également le mobilier urbain utilisé comme support publicitaire. Le mobilier urbain est composé des éléments visés aux articles 20 à 24 du décret 80-923 du 21 novembre 1980.

L'implantation de mobilier urbain sur le domaine public fait l'objet d'un marché de service passé avec la ville de Saint-Denis.

Un plan à l'échelle de 1/2000 fixe les emplacements du mobilier urbain et les conditions particulières d'utilisation de celui-ci comme support publicitaire. Ce plan annexé au présent règlement peut faire l'objet d'un réexamen lorsqu'une modification de l'espace urbain est nécessaire. La liste des emplacements réservés aux dispositifs de mobilier urbain figure en annexe au présent règlement.

Article 13.A - CIBLE D'IMPOSITION

Ce règlement s'impose à toute personne morale ou physique affectée par l'exercice des activités concernant la publicité, les enseignes, les préenseignes et enseignes publicitaires.

Article 14.A - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Les prescriptions de l'article 40 de la loi n°79-1150 s'appliquent en la matière et précisent notamment que les publicités, enseignes, les préenseignes et enseignes publicitaires sous réserve de ne pas contrevenir à la

réglementation nationale, peuvent être maintenues pendant un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Maire rendant exécutoire le présent règlement local de la publicité.

Chapitre 3 - DELIMITATION DES ZONES DE REGLEMENTATION

Article 1.B - HORS AGGLOMERATION

Conformément au régime légal de la publicité toute publicité est interdite en dehors des lieux qualifiés "agglomération" ou "agglomération satellite" par les règlements relatifs à la circulation routière, sauf dans la zone de publicité autorisée (ZPA) définie ci-après.

Article 2.B - EN AGGLOMERATION

Cinq types de zones sont définis (ZPR 1 à ZPR 5) de la moins restrictive à la plus restrictive pour l'affichage. Leurs limites figurent sur les plans joints au présent règlement.

■ Une zone de publicité restreinte 1 : ZPR 1

La ZPR 1 est destinée à permettre le développement de l'affichage publicitaire en cohérence avec la vocation économique et commerciale des zones d'activité de la ville. Il s'agit ainsi d'une zone de restriction faible vis-à-vis des prescriptions du cadre national.

■ Une zone de publicité restreinte 2 : ZPR 2

La ZPR 2 vise à permettre la présence de l'affichage publicitaire en cohérence avec la vocation urbaine de la ville dans les secteurs ne présentant pas de caractéristiques nécessitant une forte limitation de l'affichage publicitaire.

■ Une zone de publicité restreinte 3 : ZPR 3

La ZPR 3 regroupe les secteurs de la ville où l'affichage publicitaire peut se déployer en prenant en compte un objectif de qualité du tissu urbain. Les prescriptions du règlement portent principalement sur des critères tels que la densité ou la taille des dispositifs autorisés.

■ Une zone de publicité restreinte 4 : ZPR 4

La ZPR 4 isole le secteur du centre-ville historique où l'affichage publicitaire est fortement limité dans l'objectif de préserver la qualité architecturale des bâtiments. Cette zone ZPR 4 recouvre notamment le périmètre indicatif de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) telle qu'elle

est mentionnée dans le plan d'occupation du sol de la commune.

■ Une zone de publicité restreinte 5 : ZPR 5

La ZPR 5 couvre, en zone agglomérée, l'ensemble des sites remarquables sur le plan du patrimoine architectural et des paysages naturels ou urbains. Elle a pour but d'interdire toute forme d'affichage publicitaire afin de préserver la qualité des milieux naturels et du cadre de vie.

Article 3.B - EN BORDURE DES ESPACES NATURELS (RAVINES, RIVIERES ET LITTORAL)

Dans les zones le permettant, l'apposition de toute publicité de part et d'autre des ravines et rivières doit se faire dans les conditions suivantes :

- interdiction de tout dispositif entre la limite du bord de ravine et la façade de l'immeuble bâti situé en limite d'urbanisation la plus contigüe à la ravine ;
- sur la parcelle de l'immeuble bâti situé en limite d'urbanisation la plus contigüe à la ravine, seuls les dispositifs muraux sur l'immeuble bâti sont autorisés ;
- au delà du front bâti le plus éloigné de la ravine de l'immeuble bâti situé sur la parcelle la plus contigüe à la ravine les dispositifs sont autorisés en fonction des zones du règlement.

Vis-à-vis du littoral sont interdits tous les dispositifs situés à une distance inférieure à 50 mètres de la limite de l'emprise extérieure des chaussées de la RN 1 et de la RN 2.

cf. croquis n° 2-en annexe

Article 4.B - LIMITES DES ZONES DE PUBLICITE

Les limites de zones cartographiées dans les plans joints au présent règlement sont les suivantes :

■ Zone de Publicité Restreinte 1 : zones d'activités

Les zones d'activités économiques regroupent des entreprises industrielles, artisanales ou commerciales. Cette dénomination recouvre les zones industrielles (ZI) et les zones artisanales (ZA). La liste des zones faisant partie de la ZPR 1 est la suivante :

- **Zone commerciale de Continent et stade de l'Est.** périmètre défini par: Parkings du stade de l'Est, de part et d'autre de la rue du stade de l'Est, parkings de continent entre la façade sud du bâtiment, rue du souvenir, rue du karting et RN 2 avec un recul de 50 m.
- **ZA de Foucherolles.** périmètre défini par : Les rues de la Guyanne; de la Guadeloupe et la rue Lyautey.

■ Zone de Publicité Restreinte 3

- ZI du Chaudron. périmètre défini par: Boulevard du Chaudron (à compter du n° 7, face avenue Georges Pompidou), rue Eudoxie Nonge, rue Victor Schoelcher, limite de la ravine du chaudron, limite du collège de la Jamaïque.
- ZA Chemin Finette et Patates à Durand. périmètre défini par: rue des Vavanges, chemin Finette, Route du Bois de Nêfles, rue Nantier Didier, rue des Muscadiers, rue des Caramboles, rue Stanislas Gimart, rue du Bois de Fer, et Ravine des Patates à Durand côté Est.
- Zone d'activité Quai Ouest dans le bas de la Rivière Saint-Denis (partie Sud)
cf. croquis n° 6 à 14 en annexe

■ Zone de Publicité Restreinte 2

cf. croquis n° 6 à 14 en annexe

- La Source - Vauban - Les Camélias - Montgaillard. périmètre défini par: rue Hubert Delisle, boulevard de la Source, allée des Girassolles, allée de Topazes, Boulevard Gaston Monnerville, rue Ruisseau des Noirs, rue Decaen, rue Général de Gaulle, Boulevard Vauban, Boulevard Doret, Boulevard Notre Dame de la Trinité, Route de Montgaillard (jusqu'à la bifurcation Bellavista), ravine Patates à Durand côté Ouest, rue des Poivriers, rue Frère Scubillon.
- Sainte-Clotilde. périmètre défini par : rue des Deux Canons, rue Léopold Rambaud, rue Lory les Bas, rue Gabriel Lahuppe, Avenue Georges Pompidou, rue Cazamian, rue Bridet, Avenue Joseph Bédier, Avenue Leconte de Lisle, rue François de Mahy, rue Roger Wagner, Chemin Lory les Hauts, Boulevard Jean Jaurès (du rond point de la place Lory les hauts à la route de Bois de Nêfles), route du Bois de Nêfles, avenue de Latire de Tassigny.
- Chaudron. périmètre défini par : Boulevard du Chaudron (depuis axe Georges Pompidou), rond point Triolet, Boulevard Jean Jaurès, avenue Hyppolyte Foucque, rue Françoise Châtelain, rue Roger Payet, rue Jean Bertho, rue de Villèle, avenue Georges Pompidou.
- Butor. périmètre défini par : rue Léopold Rambaud (section Comprise entre les rues de Champ Fleuri et de la Piscine côté sud), rue de la Piscine, avenue de Latire de Tassigny
- Ville (de Gaulle/Leclerc). périmètre défini par : rue Général de Gaulle, Rue Saint Bernard, rue Monseigneur de Beaumont, rue de Montreuil, rue Maréchal Leclerc, rue du Butor.
- Moufia. périmètre défini par : Route de Moufia, chemin Bancoul, rue Roger Guichard, rue du Bosquet, avenue Georges Brassens, Avenue Jean Jaurès côté Sud.
- Sainte Clotilde. périmètre défini par : Boulevard Jean Jaurès entre le rond point Gimart et le rond point de la place Lory Les Hauts, avenue Georges Brassens, avenue Pierre Mendès France, rue Agenor, rue Léo Lagrange, route du Bois de Nêfles.
- Prima et Cerf. périmètre défini par : Route de la Rivière des Pluies, rue Gabriel Macé, chemin Forestier, limite cadastrale du Cerf, limite de la ravine du Chaudron. Plus route Gabriel Macé section comprise entre le chemin Forestier, jusqu'à la mairie annexe de la Bretagne, ainsi que la route de Domenjod périmètre comprise route Gabriel Macé, jusqu'à la mairie annexe de Domenjod.
- Léproserie de Saint Bernard. Voies desservant les hauts et les écarts immédiats de l'agglomération désignés ci-après :
- Montagne. périmètre défini par: chemin de la vigie, chemin neuf, chemin Commins chemin des Fucréas, route de Saint-Bernard, chemin Dépêche (jusqu'à la mairie annexe de Saint-Bernard), route des Eucalyptus, route des palmiers, chemin du ruisseau Blanc.
- Bellepierre. périmètre défini par: Intersection boulevard Gaston Monnerville, allée des Topazes jusqu'à intersection allée des Rubis.
- Rampes de Saint - François. Périmètre défini par: Boulevard Saint-François à partir de l'intersection rue du Verger jusqu'à allée des Pétunias.
- Champs Fleuri - périmètre défini par : rue Marcel Pagnol, rue Champ Fleuri, rue Edmond Rostand, place du Lycée, avenue de Latire de Tassigny, route Digue, rue Jean Cocteau.

■ Zone de Publicité Restreinte 4

Les limites de la ZPR 4 ont pour base les limites du projet de ZPPAUP :

cf. croquis n° 6 0 14 en annexe

Quartier de la Petite-Ile. périmètre défini par: rue la petite Ile, route de la Montagne (interdiction sur ce tronçon), rue Militaire, rue de la Ravine Genêt, rue des Bois Noirs, place Verdun.

Centre Ville: rue de Nice, Boulevard Joffre, Boulevard Lancastel, rue du Butor, rue Maréchal Leclerc, rue Montreuil, rue Monseigneur de Beaumont, rue Saint-Bernard, rue du Général de Gaulle, rue de Caen, rue du Ruisseau des noirs, rue Bertin, rue Gibert des Molères, rampes Ozoux, rive gauche de la rivière Saint-Denis, rue de la boulangerie (coté RN 1), rue Lucien Gasparin, rue Labourdonnais, rue de la Victoire (pour partie). L'ensemble de ce périmètre constitue la ZPR 4 à l'exception de l'axe comprenant le Jardin de l'Etat, la rue de Paris et la rue de la Victoire, ainsi que le secteur de la Cathédrale (rue Alexis de Villeneuve; la ruelle Saint-Paul et Edouard) qui sont classés en ZPR 5.

■ Zone de Publicité Restreinte 5

Tout le reste du territoire communal et notamment entre les ZPR précédentes les espaces sensibles dont le caractère naturel ou paysager doit être préservés tels que:

- > le Front de mer,
- > les ravines,
- > la coulée verte du Chaudron
- > la coulée verte du Moufia
- > le Parc Urbain de la Trinité et ses coulées vertes
- > L'axe comprenant le jardin de l'Etat, la rue de Paris et la rue de la Victoire.

Les délimitations textuelles des zones de publicité sont indicatives. Pour le report graphique précis du règlement ce sont les documents cartographiques qui font foi.

Titre II - Dispositions applicables à la Publicité

Chapitre 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1.C - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent règlement municipal précise certaines dispositions spécifiques par rapport aux lois, décrets et règlements nationaux. Pour l'ensemble des cas de figure non stipulés dans le présent règlement municipal, ce sont les dispositions nationales qui s'appliquent (cf. pièces annexe).

Article 2.C - INTERDICTIONS

■ En agglomération

Sont applicables à la publicité en agglomération les prescriptions de l'article 7 de la loi n°79 1150 du 29 décembre 1979 et de ses décrets d'application. Ces prescriptions sont complétées par les dispositions particulières suivantes :

- > La publicité ne peut être apposée sur le garde corps d'un balcon.
- > La publicité par la distribution de prospectus ou de tracts ou par appareils sonores est interdite dans l'ensemble des parcs et jardins de la ville.
- > La pose de toute forme de publicité, quelle que soit sa taille, est interdite sur les échafaudages et les grues.
- > Les dispositifs publicitaires utilisant une structure gonflable sont interdits.

Article 3.C - PUBLICITE LUMINEUSE

Sont applicables à la publicité lumineuse les prescriptions de la loi n°79 1150 du 29 décembre 1979 et ses décrets d'application. Ces prescriptions sont complétées par les dispositions particulières suivantes :

- > Lorsqu'un dispositif supportant une publicité lumineuse est située sur une toiture ou une terrasse d'un immeuble bas encadré par deux immeubles plus élevés, ce dispositif peut être élevé jusqu'à la hauteur de l'égout du plus bas des immeubles l'encadrant.
- > Lorsqu'un dispositif supportant une publicité lumineuse est situé sur une toiture ou une terrasse, dans un parc d'exposition, d'attraction ou assimilés, ce dispositif n'est pas limité en hauteur.

Article 4.C - PALISSADES DE CHANTIER

Les palissades peuvent recevoir de la publicité dans les conditions suivantes :

- > l'apposition de dispositif publicitaire sur une palissade est soumise à l'autorisation écrite préalable du maître d'ouvrage du chantier. Elle ne doit pas affecter la solidité de la palissade support ;
- > surface unitaire ne doit pas excéder douze mètres carrés (12 m²) ;
- > dépassement du bord supérieur de la palissade inférieur au tiers de la hauteur du dispositif publicitaire ;
- > distance minimale de 50 cm par rapport au sol ;
- > espacement minimal de 4 m entre deux dispositifs. La possibilité d'apposer deux dispositifs côte à côte (ou doublon) est accordée sous réserve d'un espacement de 8 m avec chaque dispositif limitrophe.
- > La parcelle de terrain ceinturée par la palissade ne peut pas recevoir de dispositifs portatifs publicitaires.

Lorsque les palissades sont implantées sur le domaine public communal, la commune pourra faire usage de l'article 15 de la loi du 30 décembre 1979.
cf. croquis n° 3 en annexe

Article 5.C - REGLES D'IMPLANTATION DES DISPOSITIFS SCÉLÉS AU SOL OU INSTALLÉS DIRECTEMENT SUR LE SOL

Sont applicables aux dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol les prescriptions de la loi n°79 1150 du 29 décembre 1979 et de ses décrets d'application. Ces prescriptions sont complétées par les dispositions particulières suivantes :

- > Leur surface unitaire ne peut excéder douze mètres carrés (12 m²).
- > En outre, l'implantation d'un dispositif de cette nature ne peut être faite à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur d'une limite séparative de propriété, sauf si le fonds voisin présente du côté du dispositif un mur mitoyen aveugle ou que deux dispositifs de cette nature et de même dimension sont implantés dans deux fonds voisins et accolés dos à dos.

cf. croquis n°4 en annexe

Article 6.C - MURS PEINTS

Les murs peints sont autorisés sous réserve du respect de règles suivantes :

- Le message publicitaire (texte écrit ou signe du produit) doit faire au maximum :

- > 1/10 de la hauteur du pignon,
- > 1/2 de la largeur du pignon.

- Le reste du pignon ne peut être investi que par l'illustration ou la décoration

- Le pignon tout entier doit faire l'objet du traitement

- Cas particulier des " boutiques "

De part leur aspect caractéristique du tissu commercial traditionnel de la Réunion les peintures à caractère publicitaire sur les murs des épiceries traditionnelles (boutiques) sont autorisées avec l'avis du Service Départemental de l'Architecture.

Chapitre 2 - ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE

Section 1 - Dispositions particulières à la ZPR 1

Article 1.D - DEFINITION

Au sein de cet article, le terme dispositif signifie deux faces maximum de douze mètres carrés (12m²), qu'elles soient disposées en recto-verso ou accolées.

Article 2.D - TAILLE MAXIMALE

Format maximum d'un dispositif : deux fois douze mètres carrés (2 x 12 m²).

Article 3.D - DENSITE ET NOMBRE DE DISPOSITIFS

En ZPR 1, la largeur linéaire minimale de parcelle sur rue permettant l'implantation d'un dispositif publicitaire est de dix mètres (10 m). Pour chaque multiple de cette distance au sein d'une même parcelle, un dispositif supplémentaire est autorisé.

Pour les parcelles en angle de rue, il est possible avec la règle du linéaire sur rue que l'implantation soit possible d'un côté mais pas de l'autre. Dans ce cas, le dispositif devra être implanté à une distance d'au moins dix mètres de la limite de la parcelle située du côté de la rue où aucune implantation n'est possible.

(Cf croquis n°16)

Section 2 - Dispositions particulières à la ZPR 2

Article 1.E - DEFINITION

Au sein de cet article, le terme dispositif signifie deux faces maximum de douze mètres carrés (12m²), disposées en recto-verso ou sur un support de type portefeuille formant en plan un angle aigu inférieur ou égal à 45°.

Article 2.E - TAILLE MAXIMALE

Format maximum d'un dispositif : deux fois douze mètres carrés (2 x 12 m²).

Article 3.E - DENSITE ET NOMBRE DE DISPOSITIFS

En ZPR 2, la largeur linéaire minimale de parcelle sur rue permettant l'implantation d'un dispositif publicitaire est de quinze mètres (15 m). Pour chaque multiple de cette distance au sein d'une même parcelle, un dispositif supplémentaire est autorisé. A titre indicatif, il est souhaité que soit ménagée une distance de vingt mètres (20 m) entre deux dispositifs.

Pour les parcelles en angle de rue, il est possible avec la règle du linéaire sur rue que l'implantation soit possible d'un côté mais pas de l'autre. Dans ce cas, le dispositif devra être implanté à une distance d'au moins dix mètres de la limite de la parcelle située du côté de la rue où aucune implantation n'est possible.

(Cf croquis n°16)

Section 3 - Dispositions particulières à la ZPR 3

Article 1.F - DEFINITION

Au sein de cet article, le terme dispositif signifie trois faces maximum de 2,16 mètres carrés chacune en format 1,80 x 1,20.

Article 2.F - TAILLE MAXIMALE

Format maximum pour un dispositif : 3 x 2,16 m²

Article 3.F - DENSITE ET NOMBRE DE DISPOSITIFS

En ZPR 3, la largeur linéaire minimale de parcelle sur rue permettant l'implantation d'un dispositif publicitaire est de quinze mètres (15 m). Pour chaque multiple de cette distance au sein d'une même parcelle, un dispositif supplémentaire est autorisé. A titre indicatif, il est souhaité que soit ménagée une distance de trente mètres (30 m) entre deux dispositifs.

Pour les parcelles en angle de rue, il est possible avec la règle du linéaire sur rue que l'implantation soit possible d'un côté mais pas de l'autre. Dans ce cas, le dispositif devra être implanté à une distance d'au moins dix mètres de la limite de la parcelle située du côté de la rue où aucune implantation n'est possible.

(Cf croquis n°16)

Article 4.F - TYPE D'IMPLANTATION

Le long de l'axe du TCSP dans la section de la rue Maréchal Leclerc, seuls les dispositifs muraux ou sur façade sont autorisés.

Section 4 - Dispositions particulières à la ZPR 4

Article 1.G - DEFINITION

Au sein de cet article, le terme dispositif signifie deux faces maximum de 2,16 mètres carrés chacune en format 1,80 x 1,20.

Article 2.G - TAILLE MAXIMALE

Format maximum pour un dispositif : 2 x 2,16 m²

Article 3.G - DENSITE ET NOMBRE DE DISPOSITIFS

En ZPR 4, la largeur linéaire minimale de parcelle sur rue permettant l'implantation d'un dispositif publicitaire est de vingt mètres (20 m). Pour chaque multiple de cette distance au sein d'une même parcelle, un dispositif supplémentaire est autorisé. A titre indicatif, il est souhaité que soit ménagée une distance de trente mètres (30 m) entre deux dispositifs.

Pour les parcelles en angle de rue, il est possible avec la règle du linéaire sur rue que l'implantation soit possible d'un côté mais pas de l'autre. Dans ce cas, le dispositif devra être implanté à une distance d'au moins dix mètres de la limite de la parcelle située du côté de la rue où aucune implantation n'est possible.

(Cf croquis n°16)

Article 4.G - TYPE D'IMPLANTATION

Le long de l'axe du TCSP dans les sections des rues Maréchal Leclerc, Félix Guyon, Pasteur, Gasparin seuls les dispositifs muraux ou sur façade sont autorisés.

Article 5.G - VEHICULES PUBLICITAIRES

Les véhicules publicitaires sont interdits de stationnement et de circulation dans cette zone. Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées, à titre exceptionnel, par l'autorité de police à l'occasion de manifestations particulières.

Section 5 - Dispositions particulières à la ZPR 5

Article 1.H - CARACTERISTIQUES GENERALES

Toute forme de publicité et de dispositif publicitaire est interdite au sein de la ZPR 5.

Article 2.H - VEHICULES PUBLICITAIRES

Les véhicules publicitaires sont interdits de stationnement et de circulation dans cette zone.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées, à titre exceptionnel, par l'autorité de police à l'occasion de manifestations particulières.

Chapitre 3 - TABLEAU DE SYNTHÈSE DE LA PUBLICITE

Tableau récapitulatif des prescriptions propres à chaque ZPR

Prescriptions	ZPR1	ZPR2	ZPR3	ZPR4	ZPR5
Nombre de faces d'un dispositif	2 maximum	2 maximum	3 maximum	2 maximum	aucune
Surface maximale par face d'un dispositif	12 m ²	12 m ²	2,16 m ² (format 1,80 m x 1,20 m)	2,16 m ² (format 1,80 m x 1,20 m)	Sans objet
Disposition des faces d'un dispositif	accollées ou recto-verso ou portefeuille	recto-verso ou portefeuille (angle aigu de 45° maxi)	accollées ou recto-verso	accollées ou recto-verso	Sans objet
Densité selon la largeur minimale de parcelle sur rue pour autoriser un dispositif	10 m	15 m	15 m	20 m	Sans objet
Distance indicative entre deux dispositifs	sans objet	20 m	30 m	30 m	Sans objet
Type d'implantation	Sans objet	Sans objet	Uniquement sur façade sur l'axe du TCSP	Uniquement sur façade sur l'axe du TCSP	Sans objet
Circulation des véhicules publicitaires	Sans objet	Sans objet	sans objet	Interdits mais possibilités de dérogations	Interdits mais possibilités de dérogations

***Titre III - Dispositions
applicables aux
enseignes et
préenseignes***

Chapitre 1 - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1 - ZONES DE REGLEMENTATION

Le présent règlement municipal précise certaines dispositions spécifiques par rapport aux lois, décrets et règlements nationaux. Pour l'ensemble des cas de figure non stipulés dans le présent règlement municipal, ce sont les dispositions nationales qui s'appliquent (cf. pièces annexe).

La réglementation suivante s'applique pour les zones définies dans le présent règlement local de la publicité de Saint-Denis au Titre I, chapitre 3, articles 2.B et 4.B.

Article 2.1 - MISE EN CONFORMITE

Les prescriptions de l'article 40 de la loi n°79-1150 s'appliquent en la matière et précisent notamment que les publicités, enseignes, les préenseignes et enseignes publicitaires sous réserve de ne pas contrevenir à la réglementation nationale, peuvent être maintenues pendant un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Maire rendant exécutoire le présent règlement local de la publicité.

En complément il est stipulé dans le présent règlement local l'obligation de mise en conformité avant les deux années prévues par le cadre national dans les cas suivants :

- > lors d'un changement d'activité affectant le local auquel se réfère l'enseigne ou la préenseigne ;
- > lors de travaux de réfection de la devanture ou de ravalement de la façade de l'immeuble sur lequel est installée l'enseigne ou la préenseigne ;
- > lors d'un renouvellement d'enseigne ou la préenseigne ;
- > lors d'un renouvellement d'exploitant, de gérant de fonds de commerce ou de franchisé.

Article 3.1 - REGIME D'AUTORISATION

Conformément à l'article 17 de la loi n° 79 1150 du 29 décembre 1979 et de ses décrets d'application, et compte tenu du fait que l'ensemble du territoire communal de Saint-Denis est couvert par des zones de publicité restreinte, l'installation d'une enseigne ou la préenseigne est soumise à autorisation du maire.

Article 4.1 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

■ Les seules inscriptions pouvant figurer sur une enseigne sont les suivantes :

- l'indication de l'activité ou de la raison sociale exercée dans l'immeuble ;
- la représentation graphique de l'activité exercée dans l'immeuble ;
- le nom de la ou des personnes physiques ou morales exerçant cette activité.

■ Matériaux autorisés :

Bois, fer, acier, cuivre, pierre, verre, aluminium, toile, peinture sur mur, matériaux de synthèse ; les caissons lumineux sont soumis aux dispositions de l'article ci-après.

■ Eclairage

Les dispositifs d'éclairage intermittent et les guirlandes ampoules sont interdits.

Les lettres plaquées peuvent comporter une source lumineuse intérieure éclairant par l'arrière, par la tranche ou par le devant.

En ZPR 4 et ZPR 5, les lettres ou cadres en tubes néon haute tension sont autorisés dans la limite d'une tension maximale de 50 milliampères ; la partie lumineuse ne peut pas occuper plus de 20 % de la surface de l'enseigne.

■ Graphisme

L'emploi de caractères fantaisistes peu lisibles est interdit. Des prescriptions particulières concernant la forme des caractères et leur couleur pourront être imposées.

Les textes et signes doivent être peints ou composés de caractère scellés au mur individuellement ou fixés sur une plaque transparente.

■ Coloris

Les teintes trop vives ou fluorescentes sont interdites dans la ZPR 4. Les teintes trop vives ou fluorescentes sont déconseillées dans les autres zones.

Chapitre 2 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ENSEIGNES

Section 1 - Enseignes apposées sur un mur de façade

Article 1.J - EMLACEMENT

■ Cas d'interdiction

- > sur les balcons et balconnets ajourés : grille en ferronnerie, balustres en pierre...
- > devant les fenêtres non concernées par l'activité exercée,
- > devant et au-dessus de tout élément de décor architectural délimitant le rez-de-chaussée (bandeau, génoise, corniche, balcon...). En leur absence au-dessus de l'appui des fenêtres du 1er étage.
- > les enseignes ne doivent pas lier plusieurs baies par un même bandeau et ne doivent pas dépasser les limites du mur support.
- > elles doivent être situées à 0,25 m de la limite séparative du bâtiment ou de l'établissement..
- > les enseignes sur clôture sont interdites.

■ Activités exercées au rez-de-chaussée d'un immeuble :

- > L'enseigne peut être apposée sur la glace même de la vitrine, soit peinte, soit collée,
- > L'enseigne peut être apposée au-dessus de la (ou des) vitrine(s) sans débordement latéral. En cas d'impossibilité et en présence d'une enseigne composée de caractères peints ou scellés individuellement, un débordement latéral pourra être accordé.
- > Les caissons lumineux ne sont autorisés qu'à l'intérieur du cadre de la (ou des) vitrine(s) ou lorsqu'ils sont intégrés dans un projet de décor d'ensemble de la devanture.
- > Lorsqu'une baie est protégée par une grille ou rideau métallique roulant dont le caisson est placé en saillie de la façade, l'enseigne doit constituer son habillage sans excéder 5 cm de saillie supplémentaire.

■ Activités exercées aux étages ou en fond de cour

- > Les plaques indicatrices peuvent être apposées sur l'encadrement ou le tableau de la porte y donnant accès. Elles doivent être conçues de manière à s'harmoniser entre elles notamment par leur disposition et leur format
- > La signalisation des activités aux étages peut être faite sous forme de sigle ou texte collé à même la vitre des fenêtres concernées ou sur les lambrequins des stores qui se replient entièrement dans les baies.
- > Une enseigne particulière, liée à une activité s'exerçant sur l'ensemble d'un immeuble pourra être implantée sur la façade et au-dessus de tout élément de décor architectural délimitant le rez-de-chaussée à condition que les sigles et lettres soient découpés tout en dissimulant leur fixation au mur et non réunis sur un même bandeau.

■ Activités exercées dans plus de la moitié de l'immeuble

Hors centre-ville (ZPR 4 et ZPR 5), les entreprises exerçant leur activité dans plus de la moitié d'un immeuble et ayant une surface de plancher supérieure à deux mille mètres carrés (2 000 m²) ont la possibilité d'implanter leur enseigne au premier étage du bâtiment.

Article 2.J - NOMBRE D'ENSEIGNES

En ZPR 4 et ZPR 5, le nombre d'enseignes frontales est limité par établissement à une enseigne et éventuellement : une enseigne perpendiculaire ; celle-ci n'étant pas la répétition de l'enseigne frontale, par rue.

Article 3.J - MODALITES D'INSTALLATION

- > hauteur maximale des lettres et sigles : 40 cm sauf graphisme particulier stylisé,
- > pour les enseignes des établissements ayant plus de deux mille mètres carrés (2 000 m²) de plancher et exerçant dans plus de la moitié de l'immeuble, cette hauteur maximale est de 2 m (surface maximale des lettres sur l'enseigne : 20 %)
- > saillie maximale de 20 cm
- > saillie maximale de 5 cm sur caisson extérieur de grilles ou rideau roulant
- > hauteur maximale des lettres et sigles collés sur les vitres des baies des étages : 20 cm

■ Cas particulier de la flamme :

- > Installation possible si la longueur de la façade est supérieure à 20 m
- > Autorisées sur les façades n'ayant aucun intérêt architectural
- > Largeur maximale : 1 m
- > Hauteur maximale : 6 m, ne doit pas dépasser la limite supérieure du bâtiment (égout du toit).
- > Retrait à 3 m des limites séparatives

Section 2 - Enseignes perpendiculaires au mur

Article 1.K - DEFINITION

Il s'agit des enseignes fixées perpendiculairement au mur de façade également dénommées enseignes en drapeau.

Article 2.K - ACTIVITES EXERCEES AU REZ-DE-CHAUSSÉE D'UN IMMEUBLE

- > L'enseigne doit être directement installée au droit de la devanture.
- > L'enseigne doit être située à plus d'un mètre des angles des rues, sans gêner la perception d'une plaque de rue, d'un panneau de signalisation routière et le champ d'action de l'éclairage public.
- > L'enseigne doit porter de préférence le symbole ou le sigle illustrant l'activité exercée.
- > Si elle comporte un texte partiel semblable à celui de l'enseigne frontale, il devra reprendre le même caractère graphique.
- > Les multiples enseignes publicitaires rattachées à l'activité devront être regroupées en vitrine à l'intérieur du magasin et non sur les baies et la façades de l'immeuble.

Article 3.K - CAS PARTICULIER

Dans certains secteurs très sensibles, définis par arrêté du Maire, ne sont autorisées que les enseignes dites « décoratives » ; par exemple celles constituées d'une composition en fer forgé, d'un objet stylisé, tels que croix de pharmaciens, carotte de bureau de tabac, instrument symbolisant la profession, ou peintes sur de la tôle découpée.

Article 4.K - NOMBRE D'ENSEIGNES

Le nombre d'enseignes perpendiculaires est limité par établissement à une enseigne par rue.

Article 5.K - MODALITES D'INSTALLATION

L'enseigne en drapeau doit être alignée sur l'enseigne frontale ou être placée en dessous de tout décor architectural limitant la partie supérieure du rez-de-chaussée (bandeau, génoise, corniche, balcon...) et en l'absence de ces éléments, au-dessous du niveau de l'appui des fenêtres du 1er étage ; possibilité de dérogation accordée par le Maire pour des activités exercées aux étages, les cinémas et les théâtres.

En ZPR 5; ZPR 4 et ZPR 3 les dimensions suivantes sont précisées :

- > surface maximale : un mètre carré (1,00 m²)
cf. croquis n°4 en annexes

Section 3 - Enseignes d'animation de rue commerçante

Article 1.L - DEFINITION

Les enseignes d'animation sont destinées à la promotion commerciale de toute une rue. Ces enseignes sont installées au dessus et en partie centrale de la rue dans le but d'attirer l'attention d'une clientèle potentielle depuis ses extrémités.

Le projet d'animation de rue commerçante sera soumis à l'autorisation du Maire.

Article 2.L - MODALITES D'INSTALLATION

- > chaque établissement bénéficie d'une enseigne peinte recto-verso.
- > pour chaque rue concernée, uniformisation des enseignes pour les couleurs, les dimensions et les caractères, excepté les signes éventuels suivant les prescriptions ci-après :
 - 3 coloris maximum, repris pour chaque enseigne
 - texte sur 2 lignes : nom de l'établissement et spécialité
 - caractères droits et lisibles à distance
- > fixation par câbles tendus perpendiculairement à la voie. Chaque enseigne devra pouvoir être démontée sans difficulté à tout moment (remplacement des panneaux détériorés, changement d'activité, nettoyage...).

- > hauteur libre sous les enseignes : 4,30 m.
- > toute enseigne défectueuse sera remplacée et à chaque changement d'activité réactualisée par la personne physique ou morale bénéficiaire.
- > l'accord des propriétaires des immeubles concernés est requis pour la fixation des câbles support.

Section 4 - Enseignes sur toitures ou terrasses

Article 1.M - DISPOSITIONS GENERALES

Les enseignes sur toitures ou terrasses sont interdites, sauf en ZPR 1 (dans ce dernier cas, si l'activité est exercée dans moins de la moitié du bâtiment, l'enseigne sur toiture ou terrasse est interdite).

Article 2.M - CARACTERISTIQUES DE L'ENSEIGNE

- > lettres et sigles découpés, dissimulant leur fixation ;
- > pas de panneau de fond ;
- > hauteur maximale sous les lettres et sigles : 0,50 m ;
- > dans le cas d'une façade d'une hauteur inférieure à 15 m, la hauteur de l'enseigne ne peut dépasser 1/15e de la hauteur de la façade dans la limite de 2 m.

Section 5 - Enseignes scellées au sols ou installées directement sur le sol

Article 1.N - CAS AUTORISES

Ne peuvent bénéficier d'enseigne scellée au sol que les établissements implantés avec un recul de 2 m minimum par rapport à la voie et ne pouvant profiter d'une enseigne drapeau fixée sur un mur.

Les enseignes placées perpendiculairement à la voie publique, ne doivent pas constituer une saillie supérieure à 1,20 m sur l'emprise du domaine public.

Article 2.N - ENSEIGNES D'UNE SURFACE INFÉRIEURE A UN METRE CARRE (1M²)

Le nombre de dispositifs double face est limité à une unité par façade commerciale bordant la voie (par façade commerciale on entend l'ensemble des vitrines relatives à l'activité commerciale donnant sur une même voie).

Article 3.N - ENSEIGNES D'UNE SURFACE SUPÉRIEURE OU ÉGALE A UN METRE CARRE (1M²)

■ Modalités d'installation :

- > elles ne peuvent pas être placées à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie,
- > la distance minimale d'une limite séparative doit être égale H/2 avec un minimum de 3 m.

■ Nombre et surface :

- > nombre : un dispositif double face par façade commerciale bordant la voie
- > surface unitaire maximale : trois mètres carrés (3 m²)

■ Hauteur maximale des dispositifs : 4,50 m quel que soit le dispositif

Article 4.N - ENSEIGNES SUR PORTATIFS OU CHEVALETS

- > Elles ne doivent pas s'appuyer sur le mobilier urbain, les équipements publics ou les arbres.
- > Elles doivent être installées au plus près de l'entrée de la façade du commerce. Elles ne doivent pas empiéter sur la chaussée ou sur son emprise lorsqu'elle n'est pas matérialisée afin que compromettre le libre passage et le croisement des piétons notamment sur les trottoirs.
- > Ces enseignes peuvent être exploitées en double face. L'ensemble du dispositif, panneau avec cadre ou support, devra contenir dans une surface inférieure à 1 m² par face et avoir une largeur inférieure ou égale à 0,80 mètre.

Section 6 - Enseignes temporaires

Article 1.P - DEFINITION

Sont considérées comme temporaires (moins de 3 mois) les enseignes signalant :

- des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique,
NOTA : elles peuvent prendre la forme de banderoles installées au-dessus du domaine public.
- des opérations exceptionnelles à caractère commercial.

Sont considérées également comme temporaires (plus de 3 mois) les enseignes signalant :

- des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement
- des constructions, réhabilitations,
- des locations et ventes d'immeubles ou fonds de commerce.

Sont aussi considérées comme enseignes temporaires, les dispositifs gonflables.

Article 2.P - AUTORISATION PREALABLE

Sont soumises à autorisation préalable quel que soit le secteur d'implantation, les enseignes temporaires (moins de 3 mois) signalant :

- des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique,
- des opérations exceptionnelles à caractère commercial.

Article 3.P - CONDITIONS D'IMPLANTATION

- > Nombre : 1 par rue sous réserve d'avoir un accès sur cette rue
- > Caractéristiques : suivant le type d'enseigne et de support, se reporter aux articles 1.I à 4.N
- > Dimensions : les enseignes temporaires sur domaine public (banderoles) ne pourront dépasser 1 m en hauteur et huit mètres carrés (8 m²) en surface

Chapitre 3 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX PREENSEIGNES

Section 1 - Signalisation des activités aux étages ou en fond de cour

Toutes ces activités doivent être regroupées sur une même préenseigne collective verticale placée à l'extrémité de la façade de l'immeuble la plus proche de la porte y donnant accès, sauf en angle de rue. Les panneaux superposés auront le même graphisme et le même coloris de sorte que l'ensemble soit homogène et s'intègre au mieux dans l'architecture de l'immeuble.

Section 2 - Préenseignes dérogatoires

Article 1.Q - CARACTERISTIQUES

Les préenseignes ne peuvent qu'être scellées au sol et leurs dimensions ne doivent pas excéder 1 m de hauteur et 1,50 m de largeur.

Article 2.Q - DISTANCES MAXIMALES D'IMPLANTATION

- > activité située en agglomération : 5 km de l'entrée de l'agglomération,
- > activité située hors agglomération : 5 km du lieu où s'exerce l'activité,
- > monuments historiques : idem, mais distance portée à 10 km.

Article 3.Q - NOMBRE DE PREENSEIGNES SCHELLES AU SOL AUTORISEES PAR ETABLISSEMENT

- > deux préenseignes pour les produits du terroir,
- > deux préenseignes pour les services d'urgence et les activités en retrait de la voie publique. Pour ces deux activités une préenseigne peut être installée en agglomération, dans les lieux mentionnés aux articles 4 et 7 de la loi n° 79-1150, lorsque ces activités y sont situées.

Section 6 - Enseignes temporaires

Article 1.P - DEFINITION

Sont considérées comme temporaires (moins de 3 mois) les enseignes signalant :

- des manifestations exceptionnelles à caractères culturels ou touristiques,
NOTA : elles peuvent prendre la forme de banderoles installées au-dessus du domaine public.
- des opérations exceptionnelles à caractère commercial.

Sont considérées également comme temporaires (plus de 3 mois) les enseignes signalant :

- des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement
- des constructions, réhabilitations,
- des locations et ventes d'immeubles ou fonds de commerce.

Sont aussi considérées comme enseignes temporaires, les dispositifs gonflables.

Article 2.P - AUTORISATION PREALABLE

Sont soumises à autorisation préalable quel que soit le secteur d'implantation, les enseignes temporaires (moins de 3 mois) signalant :

- des manifestations exceptionnelles à caractères culturels ou touristiques,
- des opérations exceptionnelles à caractère commercial.

Article 3.P - CONDITIONS D'IMPLANTATION

- Nombre : 1 par rue sous réserve d'avoir un accès sur cette rue
- Caractéristiques : suivant le type d'enseigne et de support, se reporter aux articles 1.I à 4.N
- Dimensions : les enseignes temporaires sur domaine public (banderoles) ne pourront dépasser 1 m en hauteur et huit mètres carrés (8 m²) en surface

Chapitre 3 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX PREENSEIGNES

Section 1 - Signalisation des activités aux étages ou en fond de cours

Toutes ces activités doivent être regroupées sur une même préenseigne collective verticale placée à l'extrémité de la façade de l'immeuble la plus proche de la porte y donnant accès, sauf en angle de rue. Les panneaux superposés auront le même graphisme et le même coloris de sorte que l'ensemble soit homogène et s'intègre au mieux dans l'architecture de l'immeuble.

Section 2 - Préenseignes dérogatoires

Article 1.Q - CARACTERISTIQUES

Les préenseignes ne peuvent qu'être scellées au sol et leurs dimensions ne doivent pas excéder 1 m de hauteur et 1,50 m de largeur.

Article 2.Q - DISTANCES MAXIMALES D'IMPLANTATION

- activité située en agglomération : 5 km de l'entrée de l'agglomération,
- activité située hors agglomération : 5 km du lieu où s'exerce l'activité,
- monuments historiques : idem, mais distance portée à 10 km.

Article 3.Q - NOMBRE DE PREENSEIGNES SCELLES AU SOL AUTORISEES PAR ETABLISSEMENT

- deux préenseignes pour les produits du terroir,
- deux préenseignes pour les services d'urgence et les activités en retrait de la voie publique. Pour ces deux activités une préenseigne peut être installée en agglomération, dans les lieux mentionnés aux articles 4 et 7 de la loi n° 79-1150, lorsque ces activités y sont situées,

- > quatre préenseignes pour les monuments dont deux peuvent être installées à moins de 100 m ou dans la zone de projection du monument,
- > quatre préenseignes pour : Restaurant, Hôtel, Garage, Station-service.

Section 3 - Préenseignes temporaires

Article 1.R - DEFINITION

Sont considérées comme temporaires (moins de 3 mois) les préenseignes signalant :

- des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique,
- des opérations exceptionnelles à caractère commercial

Sont considérées comme temporaires (plus de 3 mois) les préenseignes signalant :

- des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement,
- des constructions, réhabilitations,
- locations et ventes d'immeubles.

Article 2.R - AUTORISATION PREALABLE

Sont soumises à autorisation préalable quelque soit le secteur d'implantation, les préenseignes temporaires (moins de 3 mois) signalant :

- des manifestations exceptionnelles à caractères culturel ou touristique,

NOTA : elles peuvent prendre la forme de banderoles installées au-dessus du domaine public.

- des opérations exceptionnelles à caractère commercial.

Article 3.R - CARACTERISTIQUES

Elles ne peuvent qu'être scellées au sol ou installées directement sur le sol et leur dimensions ne doivent pas excéder 1 m de hauteur et 1,50 m de largeur et leur nombre est limité à 4

Chapitre 4 - TABLEAU DE SYNTHESE DES ENSEIGNES ET PREENSEIGNES

Tableau récapitulatif des prescriptions portant sur les enseignes et les préenseignes propres à chaque ZPR

Prescriptions		ZPR1	ZPR2	ZPR3	ZPR4	ZPR5
Nombre maximum d'enseigne par immeuble		2	2	2	2	2
Dimension maximale pour les bandeaux	<ul style="list-style-type: none"> - recul de 0,25m de chaque limite séparative - hauteur maxi : 2 m dans la limite supérieure de l'égout du toit 	Idem	Idem	Idem	Idem	Idem
Dimension maximale pour les drapeaux	à préciser		à préciser	<ul style="list-style-type: none"> - 1,20 m x 1,20 m ou - 2,00 m x 0,40 m 	<ul style="list-style-type: none"> - 40 cm de hauteur pour les lettres 	
Surface maximale pour les drapeaux	à préciser		à préciser	- 1,00 m ²	- 1,00 m ²	
Dimension maximale pour les flammes	<ul style="list-style-type: none"> - pour façade de 20 m et plus sans intérêt architectural - largeur maxi : 1 m - retrait à 3 m des limites séparatives - hauteur maxi : 6 m dans la limite supérieure de l'égout du toit 	Idem	Idem	Idem	Idem	
Eclairage et enseignes lumineuses						tension max : 50 milliampères partie lumineuse limitée à 20% de la surface de l'enseigne

Prescriptions		ZPR1	ZPR2	ZPR3	ZPR4	ZPR5
Enceintes sur toitures ou terrasses (si l'activité est exercée dans moins de la moitié de la surface utile)	<ul style="list-style-type: none"> - fixation dissimulée par les lettres et les sigles découpés - pas de panneau de fond - hauteur maximale sous les lettres et sigles: 0,50m - hauteur de l'enseigne < 1/15e de la hauteur de la façade (pour façade < 15m) dans la limite de 2m 	Interdiction	Interdiction	Interdiction	Interdiction	Interdiction
Enceintes au premier étage pour les enseignes exécutées dans plus de la moitié de la surface d'une surface de plancher supérieure à 2000 m²	implantation d'enseigne au premier étage autorisée	idem	idem	idem	Interdiction	
Enceintes collées au sol ou directement installées sur le sol						
Caractéristiques					pas de fluorescent	

Titre IV - Pièces annexes

Chapitre 1 - REGLEMENTATION GENERALE A LAQUELLE FAIT REFERENCE LE REGLEMENT MUNICIPAL

- Décret n° 76-148 du 11 février 1976 relatif à la publicité et aux enseignes visibles des voies ouvertes à la circulation publique ;
- Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes ;
- Décret n° 80-923 du 21 novembre 1980, portant règlement national de la publicité en agglomération et déterminant les conditions d'application à certains dispositifs publicitaires d'un régime d'autorisation pour l'application de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes ;
- Décret n° 82-211 du 24 février 1982, portant règlement national des enseignes et fixant certaines dispositions relatives aux préenseignes pour l'application de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes ;
- Décret n° 82-764 du 6 septembre 1982, réglant l'usage de véhicules à des fins essentiellement publicitaires et pris en application de l'article 14 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes ;
- Décret n° 82-1044 du 7 décembre 1982, portant application de diverses dispositions de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes et modifiant l'article R. 83 du code des tribunaux administratifs ;
- Arrêté du 17 janvier 1983, fixant en dehors des agglomérations, les conditions d'implantation des enseignes publicitaires et des préenseignes visibles des routes nationales, des chemins départementaux et des voies communales n'ayant pas le caractère de voie express ;
- Loi 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- Décret 96-946 du 24 octobre 1996 modifiant le décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 portant règlement national de la publicité en agglomération et le décret n° 82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes.

Chapitre 2 - CROQUIS ET ILLUSTRATIONS

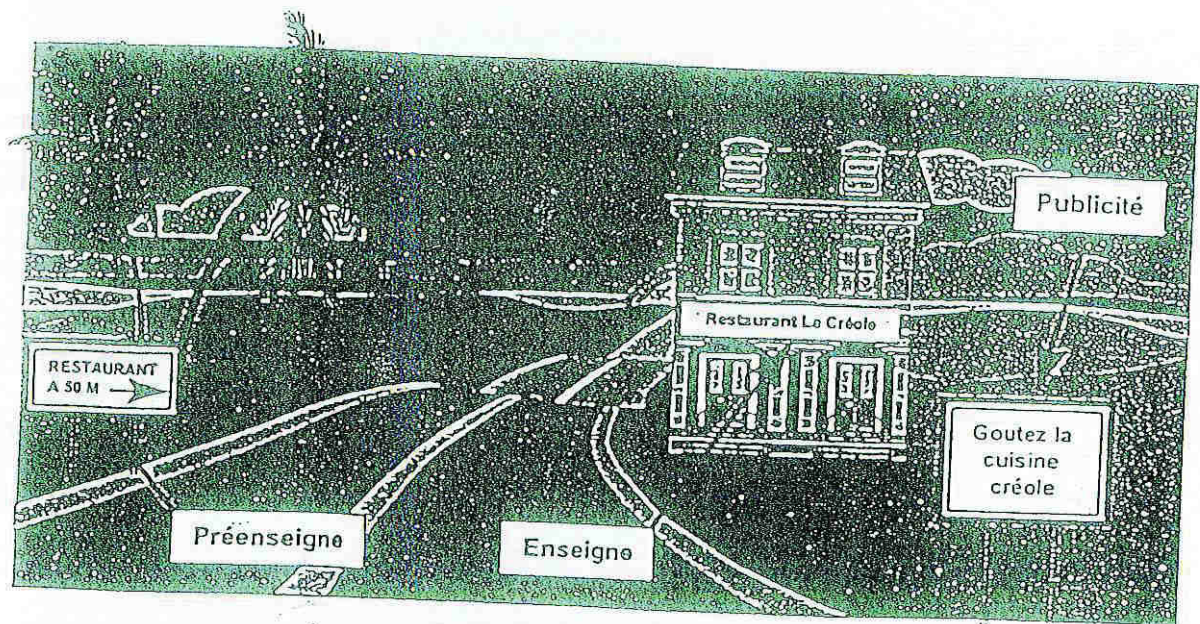
- Croquis et illustrations traduisant les dispositions nationales
- Croquis n°1 : publicité, enseigne et préenseigne
- Croquis n°2 : Bords de ravines
- Croquis n°3 : Palissades de chantier
- Croquis n° 4 : Modalités d'implantation des enseignes en ZPR 3 et ZPR 4
- Croquis n° 5 : Règle du H/2
- Croquis n°6 à 14 : Délimitation des différentes ZPR
- Croquis n° 15 : Mobilier urbain
- Croquis n° 16 : Règle de densité: angle de rues

Chapitre 3 - LISTE DES EMPLACEMENTS DES PANNEAUX "AFFICHAGE LIBRE"

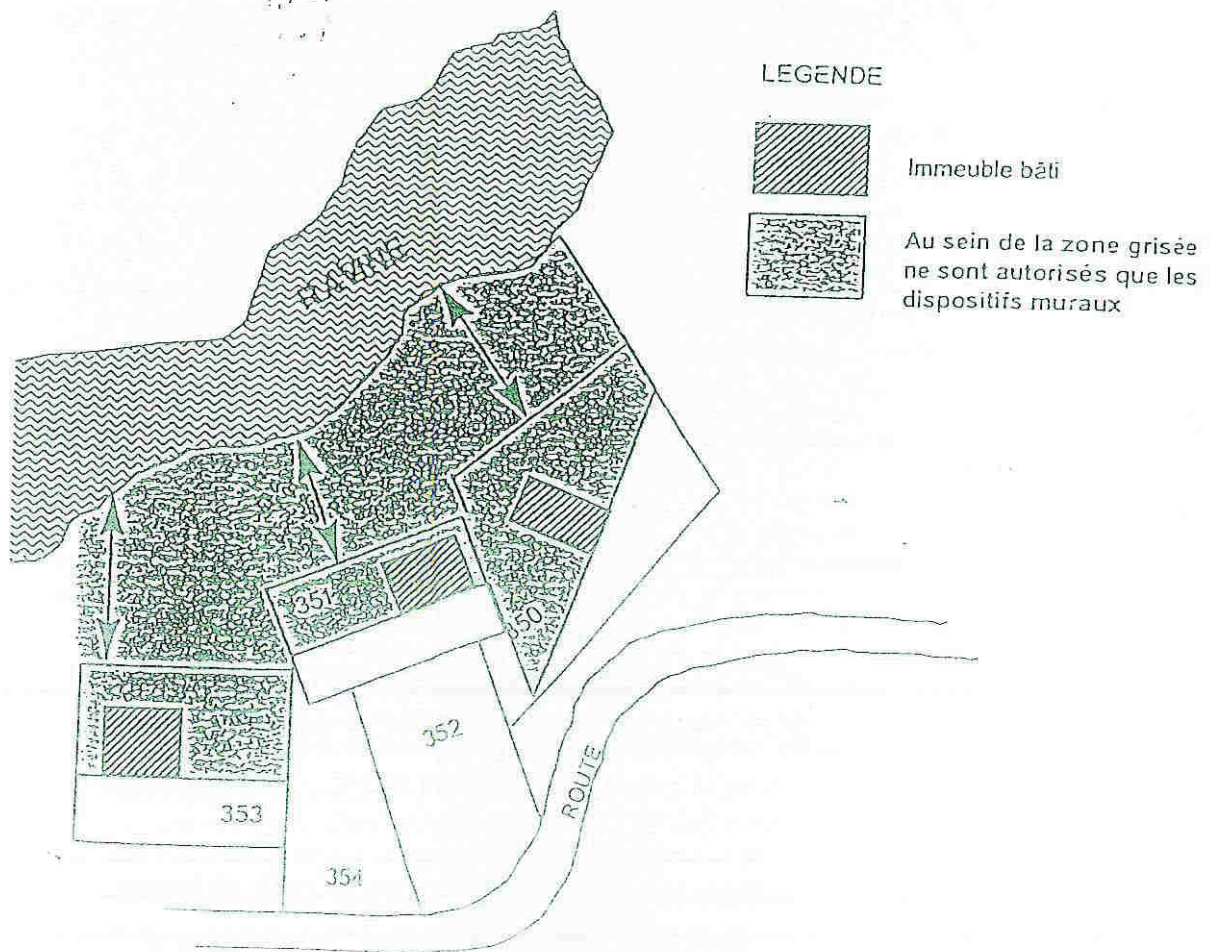
Quartier	Emplacements	Type	Zone
	Rue de la République près du Collège J.Reydellet		
	Angle rue Aubert / Labourdonnais		
	Angle rue R.Garros / J.Dodu		
	Rue de la source près du transfo E.D.F.		
	Terminus Route de Montgaillard		
	Boulevard de la Trinité au niveau mur Château Morange		
	Niveau Piscine Barachois		
	Rue Lucien Gasparrin au niveau des deux transfos E.D.F.		
	Angle Lory les Bas / RN 2 niveau UMAB		
	Angle rue Monthyon / rue D'après niveau transfo E.D.F.		
	Rue Maréchal Leclerc près du Garage Municipal		
	Avenue Joseph Bedier près de la Poste		
	Rue de l'Ecole du Chaudron près de l'INSEE		
	Avenue Leconte De Lisle près du Marché de Sainte Clotilde		
	Angle rue Dodu / Labourdonnais		
	Avenue Joseph Bedier face à la Poste Ste Clotilde / Chaudron		
	Rue Bridet face Ecole Michel Debré		
	CD 44 / Lory les Bas Poste Sainte Clotilde		
	Chemin Lory les hauts face SHLMR les Tamarins		
	Rue Stanislas Gimart face scierie		
	Chemin la Vierge Montgaillard face SHLMR		
	Impasse des Girimbelles parking LTS Montgaillard		
	Face Eglise Trinité		
	Face Ecole primaire Domenjod		
	Face Ecole Ilet Quinquinat		
	Face Ecole Philibert Commerson Bretagne		
	Mairie PK 8 Montagne		
	Route des Ananas Bois de Nêfles Ecole Primaire		
	Route du Piton Bois de Nêfles Ecole mixte		

n.b. : cette liste de panneaux est extraite d'un arrêté municipal distinct de ce présent règlement et est susceptible de modifications compte tenu de la taille de la population de la commune.

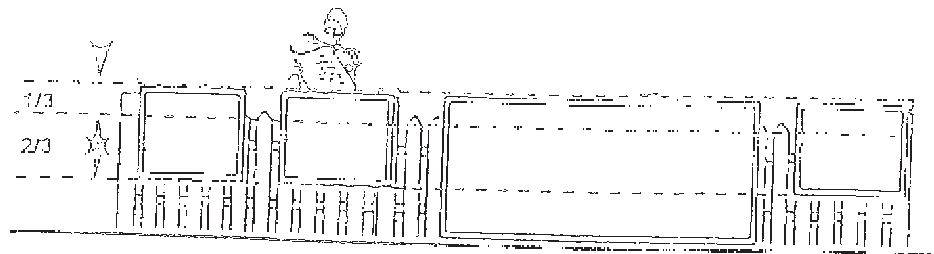
Croquis n°1 : PUBLICITE, ENSEIGNES ET PRE-ENSEIGNES



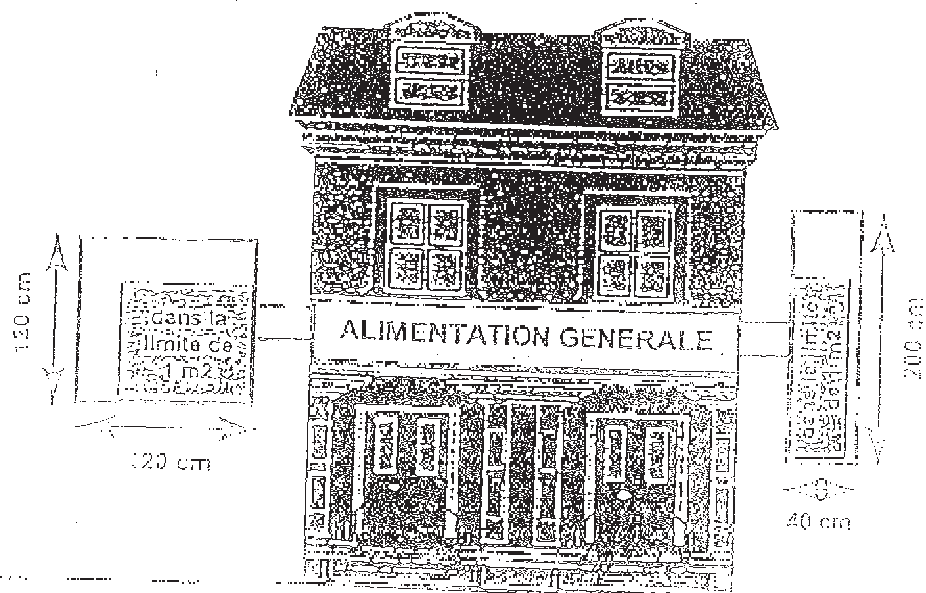
Croquis n° 2 : BORDURES DE RAVINES



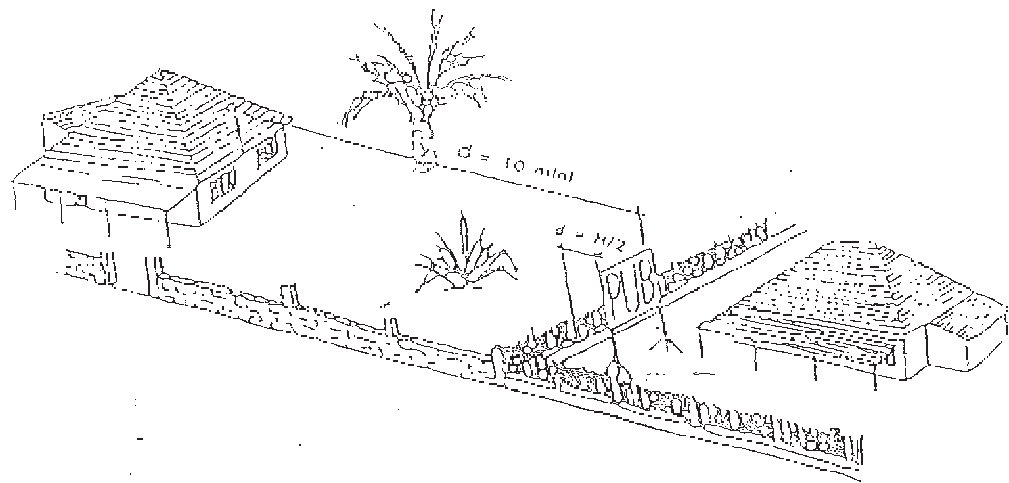
Croquis n° 3 - PUBLICITÉ SUR LES PALISSADES DE CHANTIER



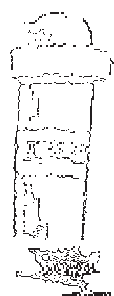
Croquis n° 4 - MODALITÉS D'INSTALLATION DES ENSEIGNES



Croquis n° 5 - RÈGLE D'IMPLANTATION DU H / 2



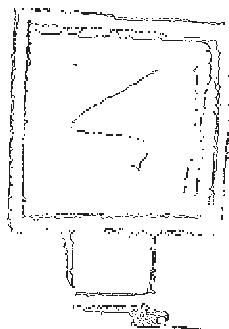
Croquis n°3 - MOBILIER URBAIN



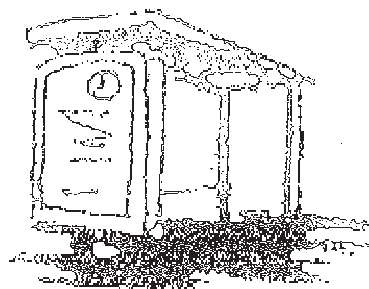
Colonne
porte
affiches



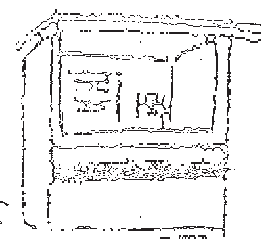
Mat porte
affiches



Sucette
lumineuse

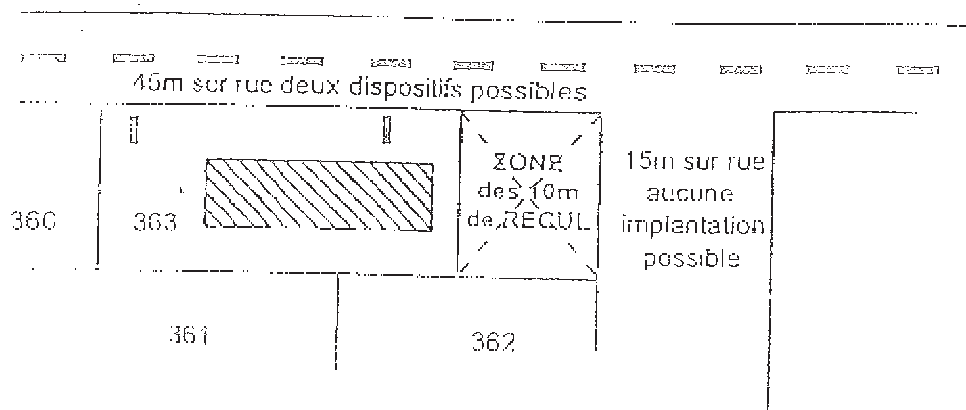


Abris
bus



Kiosque
à journaux

Croquis n°7 - RÈGLE DE DENSITÉ EN ANGLE DE RUES

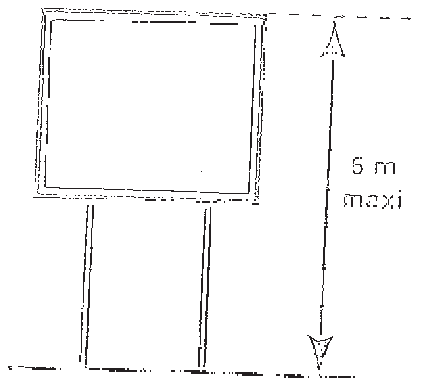


Chapitre 3 - LISTE DES EMPLACEMENTS DES PANNEAUX "AFFICHAGE LIBRE"

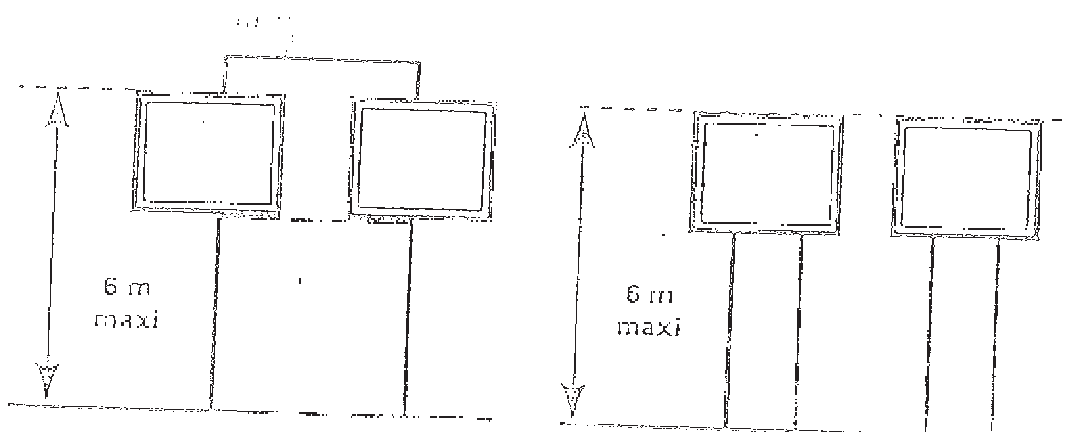
Quartier	Emplacements	Type	Zone
	Rue de la République près du Collège J.Reydellet		
	Angle rue Aubert / Labourdonnais		
	Angle rue R.Garros / J.Dodu		
	Rue de la source près du transfo E.D.F.		
	Terminus Route de Montgaillard		
	Boulevard de la Trinité au niveau mur Château Morange		
	Niveau Piscine Barachois		
	Rue Lucien Gasparrin au niveau des deux transfos E.D.F.		
	Angle Lory les Bas / RN 2 niveau UMAB		
	Angle rue Monthyon / rue D'après niveau transfo E.D.F.		
	Rue Maréchal Leclerc près du Garage Municipal		
	Avenue Joseph Bedier près de la Poste		
	Rue de l'Ecole du Chaudron près de l'INSEE		
	Avenue Leconte De Lisle près du Marché de Sainte Clotilde		
	Angle rue Dodu / Labourdonnais		
	Avenue Joseph Bedier face à la Poste Ste Clotilde / Chaudron		
	Rue Bridet face Ecole Michel Debré		
	CD 44 / Lory les Bas Poste Sainte Clotilde		
	Chemin Lory les hauts face SHLMR les Tamarins		
	Rue Stanislas Gimart face scierie		
	Chemin la Vierge Montgaillard face SHLMR		
	Impasse des Girimbelles parking LTS Montgaillard		
	Face Eglise Trinité		
	Face Ecole primaire Domenjod		
	Face Ecole Ilet Quinquinat		
	Face Ecole Philibert Commerson Bretagne		
	Mairie PK 8 Montagne		
	Route des Ananas Bois de Nêfles Ecole Primaire		
	Route du Piton Bois de Nêfles Ecole mixte		

n.b. : cette liste de panneaux est extraite d'un arrêté municipal distinct de ce présent règlement et est susceptible de modifications compte tenu de la taille de la population de la commune.

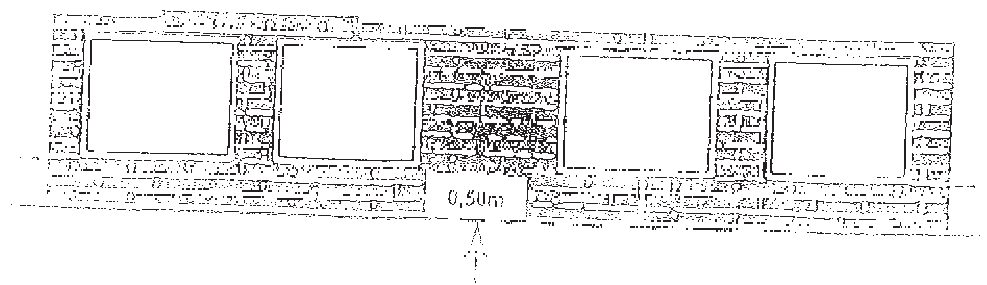
Dispositif publicitaire portatif scellé au sol
ou installé directement sur le sol



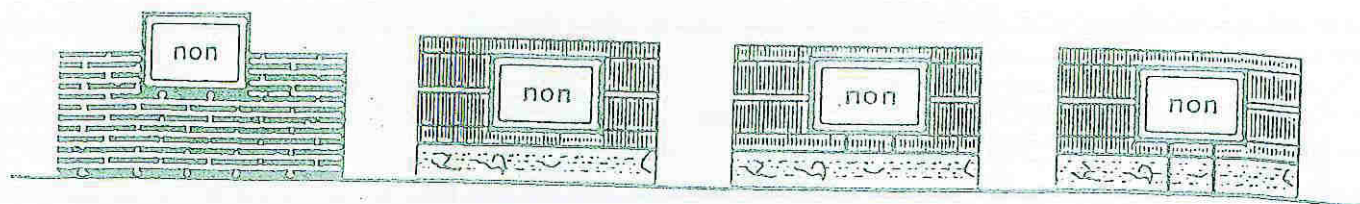
Dispositif publicitaire "doublet portatif" scellé au sol
ou installé directement sur le sol



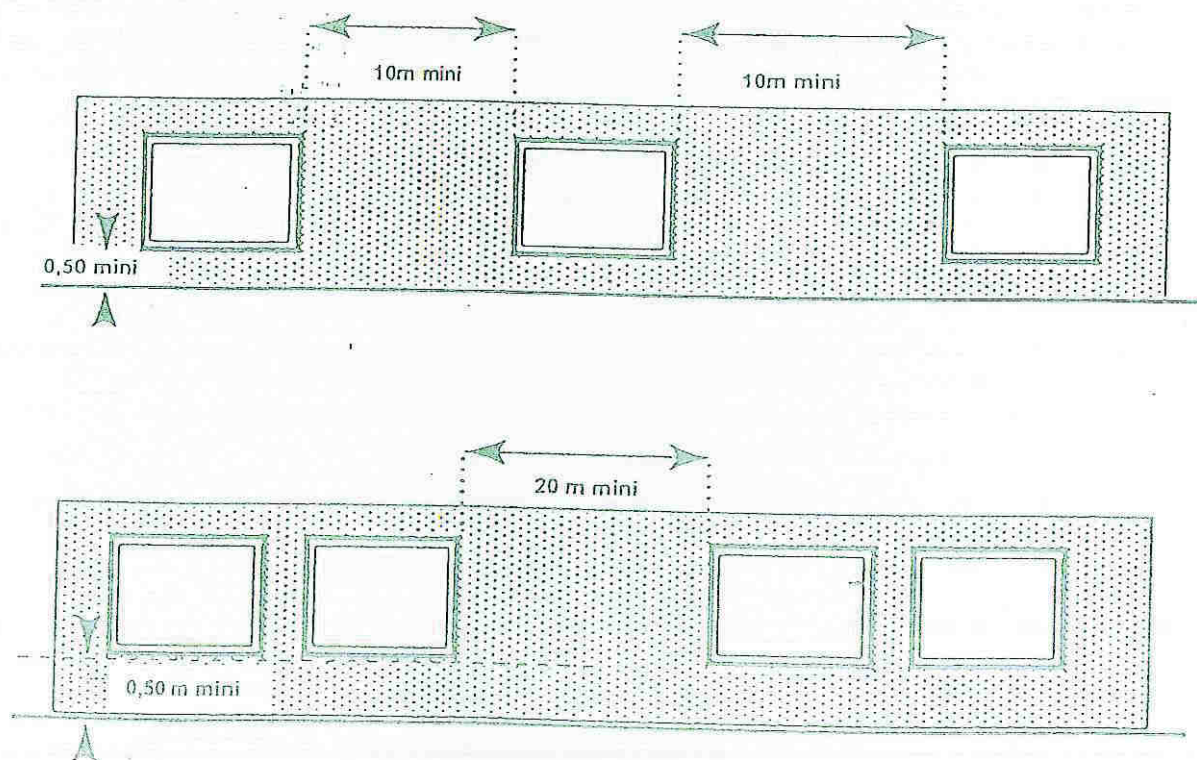
Dispositif publicitaire doublet mural



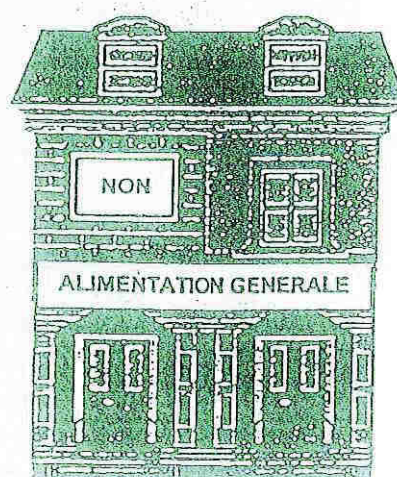
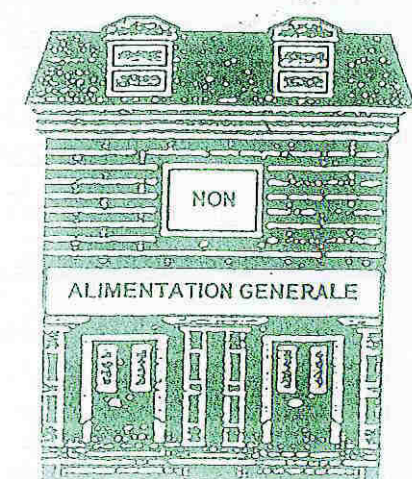
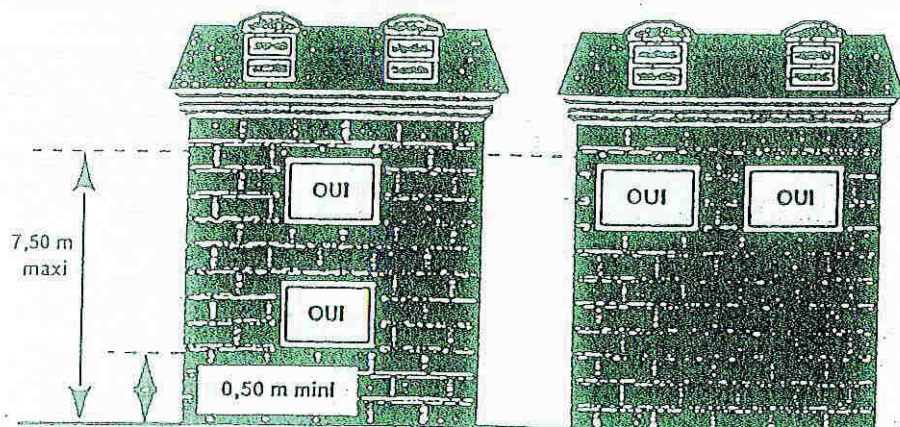
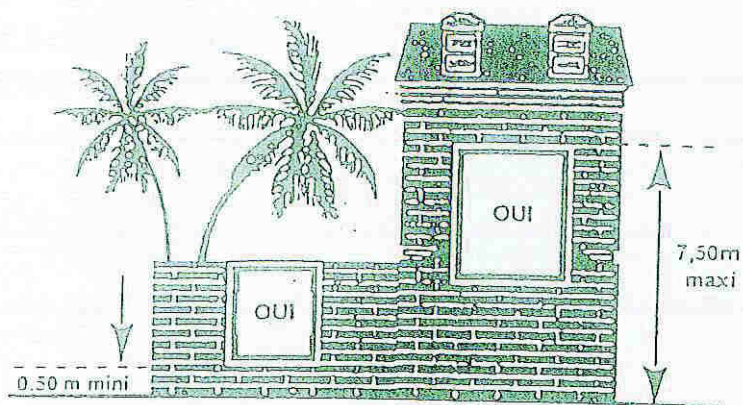
Publicité sur les murs de clôture



Publicité sur les murs de soutènement



CROQUIS ET ILLUSTRATIONS TRADUISANT LES DISPOSITIONS NATIONALES



**Chapitre 4 - ARRETE MUNICIPAL N° 528/90 RELATIVE A LA
REGLEMENTATION DES PANNEAUX D'AFFICHAGE LIBRE**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-DENIS

Vu la loi n° 82 - 213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions modifiée ;

Vu le décret n° 80 - 923 du 21 novembre 1980, relatif au règlement national de la publicité en agglomération et conditions d'application de certains dispositifs publicitaires d'un régime d'autorisation.

Vu l'article 29 de la loi n° 79/1150 du 29 décembre 1979, relative aux règles applicables à la publicité, aux enseignes et préenseignes.

Vu l'arrêté n° 282-88, en date du 24 mars 1988, portant application de la réglementation spéciale de la publicité par le territoire de la Commune de Saint-Denis.

et l'edit règlement.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de réglementer les panneaux d'affichage libre situés sur le territoire de la Commune de Saint-Denis.

A R R E T EARTICLE 1 :

est institué des panneaux d'affichage libre ; appartenant à la Commune de Saint-Denis, situés à divers endroits de la Commune.
Liste de ces panneaux est annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Les panneaux d'affichage libre ne peuvent supporter que l'annonce de spectacles, de manifestations culturelles et sportives, ainsi que l'affichage politique, et en aucun cas des informations publicitaires ou lucratives.

ARTICLE 3 :

Les infractions aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté, sont conformément réprimées au vu de l'article 29 de la loi 79/1150 du 29 décembre 1979.

ARTICLE 1 :

passé le délai de mise en demeure, les frais d'opération seront à la charge de l'auteur de l'infraction.

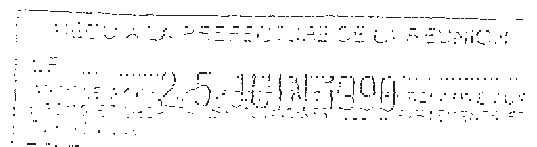
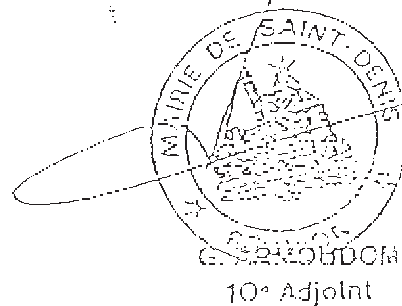
Il pourra, en outre, être exigé l'enlèvement de ces affiches par celui qui l'a apposé.

ARTICLE 5 :

Messieurs le Commissaire Central, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie et le Chef de la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Il sera transmis pour accusé de réception à Monsieur le Préfet du Département et de la Région Réunion.

Fait à Saint-Denis, le 22 JUIN 1990



Chapitre 5 - LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES AU MOBILIER URBAIN

Quartier	Emplacements	Type	Zone
Montagne 8ème	Route des Palmiers devant l'église Saint Bernard	2	
Montagne 8ème	Chemin Hautbois devant Champion	2	
Montagne 15ème	Route de Saint Bernard Arrêt de bus Léproserie	2	
Montagne 15ème	Route de Saint Bernard devant mairie annexe	2	
Comenjo	Route de Domenjod devant mairie annexe	2	
Bretagne	Mairie annexe	2	
Brûlé	Route des Bambous devant mairie annexe	2	
Montagne 15ème	Angle des Chemins neuf et manguier	2	
Montagne 15ème	Intersection des Chemins du Ruisseau, Poinsetias et Furcréas	2	
Montagne 8ème	Angle route des Bougainvilliers et Chemin du Colorado	2	
Petite Ile	RN 1° Entrée de ville	2	
Petite Ile	Place Verdun devant mairie annexe	1°	
Bellepierre	Allées des Topazes devant restaurant Oncle Sam	2	
Bellepierre	Allées des Topazes devant mairie annexe	2	
Source	Angle Boulevard de la Source et Rue Hubert de Lisle	2	
Bellepierre	Boulevard Gaston Monnerville devant arrêt de bus L.E.P.	2	
Source	Angle boulevard de la Providence et rue Ruisseau des Noirs devant Pharmacie	2	
Source	Rue Malartic petit parking face résidence Pré	2	
Camélias	boulevard de la Providence coté station service	2	
Vauban	Angle Rue D'après et rue Monthyon (près coiffeur)	2	
Vauban	Angle Rue bois de Nêles et Boulevards Doret (SCORE)	2	
Vauban	Angle Rue Monthyon et rue Bouvet (2000)	2	
Vauban	Angle boulevard Vauban et rue Monthyon(CASE)	2	
Camélias	Rue Monseigneur Mondon (Maison de la Mutualité)	2	
Camélias	Angle Rue Monseigneur Mondon et Boulevard Saint-François(pâtisserie)	2	
Rampe St Francois	Boulevard Saint-François (3ème entrée e la Chaumière)	2	
Montgaillard	Boulevard de la Trinité mairie annexe Mongaillard	2	
Montgaillard	Boulevard de la Trinité médiathèque	2	
Montgaillard	Angle boulevard de la Trinité Chemin de la Vierge	2	
Butor	Avenue Delattre de Tassigny arrêt de bus Hôtel des impôts	3	
Butor	Angle rue Jean Cocteau et rue du Lycée	2	
Butor	Rue Léopold Rambaud (Espace Jeumon)	2	
Butor	Avenue Delattre de Tassigny(terre-plein Lycée du Butor)	3	
Butor	Angle Avenue Delattre de Tassigny/route Digue (pont Ravine Patates à Durand)	2	
Sainte Clotilde	Rue Vallon Hoarau (atelier municipal)	2	
Sainte Clotilde	Angle Avenue Delattre de Tassigny et Rue Vallon Hoarau	2	
Sainte Clotilde	Rue du Gymnase (devant Géant du meuble)	2	
Sainte Clotilde	Angle rue stanislas Gimart et rue des Caramboles	2	
Sainte Clotilde	Angle rue stanislas Gimart et rue des artisans	2	
Sainte Clotilde	Route du Bois de Nêles (arrêt de Bus Clinique Sainte-Clotilde)	3	
Sainte Clotilde	Rue Léopold Rambaud face Serca Cadjee	2	
Sainte Clotilde	Angle Leconte de Lisle et avenue Desbassins (immeuble SODIAC)	2	
Sainte Clotilde	Angle rue Lory les Hauts et Avenue Wagner (Cité Tamarins)	2	
Sainte Clotilde	Angle rue Lacroix et avenue Leconte de Lisle(Jina chaussures)	2	
Chaudron	Avenue Joseph Bedier (LOTO - PMU)	2	
Chaudron	Rue Roger Payet Mairie annexe du Chaudron	2	
Chaudron	Avenue Georges Pompidou entrée Piscine du Chaudron	2	
Chaudron	avenue Leconte de Lisle devant le C.A.S.E.	2	
Chaudron	Avenue Wagner et Avenue Hyppolyte foucque coté Snack	2	
Moufia	Avenue Georges Brassens face Rectorat	2	
Chaudron	Angle Avenue Georges Brassens et Avenue René Cassen Hôtel de Région	2	
Moufia	Angle route du Moufia et rue du Maine coté Snack	2	
ZI Foucheroilles	Angle rue Mayotte et rue Lyautet	2	
Chaudron	Route du Moufia parking école maternelle	2	
Chaudron	Angle route du Moufia et Avenue Eudoxie Nonge	2	
Jamaïque	RN 2 entrée de ville	2	
ZI Chaudron	Angle Boulevard du Chaudron et Edouard Manes	1°	
		2	

ZI Chaudron	Angle rues du karting et Gabriel de Kervequen (devant Parc des expos)	3°	
ZI Chaudron	Parking Continent (partie Mairie)	2	
Prima	Rue du stade de l'Est (stade de l'Est)	2	
Prima	Route de la Rivière des Pluies arrêt de Bus C.A.S.E.	2	
Vauban	Angle rues Général de Gaulle et rue du Butor	2	
Centre ville	Rue Maréchal Leclerc (devant B.F.C.)	2	
Centre ville	Angle Rue Maréchal Leclerc et ruelle Tadar (devant C.S.P.)	2	
Centre ville	Angle rue Rue Maréchal Leclerc et Allée Bonnier (face Rungis)	2	
Centre ville	Angle rues Monseigneur de Beaumont et rue Saint Jacques (face Eglise)	2	
Centre ville	Angle rues Général de Gaulle et rue Decaen	2	
Centre ville	Angle rues Général de Gaulle et rue Montreuil	3	
Centre ville	Boulevard de l'Océan (parking du Petit Marché)	2	
Centre ville	Boulevard de l'Océan(Parking Isaufer)	2	
Centre ville	Angle rue Rue Maréchal Leclerc et rue Sainte-Anne (voie piétonne)	2	
Centre ville	Angle rue Rue Maréchal Leclerc et ruelle Chinois	2	
Centre ville	Angle rue Monseigneur de Beaumont et Jules Auber	2	
Centre ville	Angle rue Jules Auber et rue Sainte-Anne	2	
Centre ville	Angle rue Maréchal Leclerc et Jules Auber(Les galeries)	2	
Centre ville	Angle rue Pasteur et Charles Gounod (parking)	2	
Centre ville	Angle rue Charles Gounod et Alaxis de Villeneuve (ancien théâtre)	3	
Centre ville	Angle rue Charles Gounod et rue Labourdonnais (Conseil Général)	2	
Centre ville	Gare routière	2	ZPR5
Centre ville	Angle rue Juliette Dodu et rue de Nice	2	
Centre ville	Angle rue Juliette Dodu et rue Labourdonnais(MACE)	2	
Centre ville	Angle rue Juliette Dodu et rue de la Compagnie (Métropolis)	2	
Centre ville	Angle rue Juliette Dodu et Rue Maréchal Leclerc(Poste)	2	
Centre ville	Angle rue Juliette Dodu et rue Roland Garros	3	
Centre ville	Angle rue Jean Chatel et Monseigneur de Beaumont	3	
Centre ville	Angle rue Jean Chatel et Sainte-Anne(FACE SCORE)	2	
Centre ville	Angle rue Jean Chatel et rue Rontaunay	2	
Barachois	Place Sarda Garriga	2	ZPR5
Centre ville	Angle rue Amiral Lacaze et rue de Nice	2	
Barachois	Avenue de la Victoire petit parking face Rally	2	ZPR5
Centre ville	Rue de Paris abris bus Mairie	2	ZPR5
Centre ville	Rue Maréchal Leclerc parking Grand Marché	2	
Centre ville	Place de Metz Jardin de l'Etat	3	ZPR5
Centre ville	Rue Général de Gaulle(C.A.F.)	2	
Centre ville	Boulevard Lacauassade (face au terre-plein)	2	ZPR5
Centre ville	Angle rue Roland Garros et Boulevard Lacauassade	2	
Centre ville	Rue Lucien Gasparrin (parking en silo)	2	ZPR5
Bas de la Rivière	Rue du Pont escalier Ti Quat Sous	2	
Bas de la Rivière	Rue de la République (parking en silo)	2	
Moufia	Mairie annexe du Moufia	2	
Saint-François	Place du Boulodrome	2	

N.B. : Liste non exhaustive appelée à être modifiée dans le cadre du contrat de mobilier urbain d'affichage municipal en cours d'attribution fin 1998-début 1999.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Décret n° 86-945 du 24 octobre 1986 modifiant le décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 portant règlement national de la publicité en agglomération et le décret n° 82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes

NOR: ENVU8640008D

Le Premier ministre

Sur le rapport du ministre de l'environnement

Vu la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, modifiée notamment par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 modifié portant règlement national de la publicité en agglomération et déterminant les conditions d'application à certains dispositifs publicitaires d'un régime d'autorisation pour l'application de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes ;

Vu le décret n° 82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes et fixant certaines dispositions relatives aux préenseignes pour l'application de la loi du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art 1^{er}. - Le chapitre IV du décret du 21 novembre 1980 susvisé est complété par les articles suivants :

« Art. 30-1. - Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 25, l'installation, le remplacement ou la modification d'un dispositif ou d'un matériel qui supporte de la publicité fait l'objet d'une déclaration préalable qui est adressée au préfet et au maire par la personne ou l'entreprise de publicité qui exploite le dispositif ou le matériel.

« Art. 30-2. - La déclaration préalable comporte :

- « 1. - Lorsque le dispositif ou le matériel est implanté sur une propriété privée :
- « 1. L'identité et l'adresse du déclarant ;
- « 2. La localisation et la superficie du terrain ;
- « 3. La nature du dispositif ou du matériel ;
- « 4. L'indication de la distance de l'installation projetée par rapport aux limites séparatives et aux baies des immeubles situés sur les fonds voisins ;
- « 5. L'indication du nombre et de la nature des dispositifs déjà installés sur le terrain ;
- « 6. Un plan de situation du terrain, un plan de masse coté et la représentation graphique du dispositif ou du matériel cotés en trois dimensions.

« B. - Lorsque le dispositif ou le matériel est implanté sur le domaine public :

- « 1. L'identité et l'adresse du déclarant ;
- « 2. L'emplacement du dispositif ou du matériel ;
- « 3. La nature du dispositif ou du matériel ainsi que sa représentation graphique cotée en trois dimensions ;
- « 4. L'indication de la distance de l'installation projetée par rapport aux baies des immeubles situés sur les fonds voisins.

« Art. 30-3. - La déclaration préalable est adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune et au préfet, ou déposée contre décharge à la mairie et à la préfecture.

« A compter de la date de réception la plus tardive de la déclaration, le déclarant peut procéder, sous sa responsabilité, à la réalisation du projet déclaré »

Art. 2. - Le chapitre II du décret du 24 février 1982 susvisé est complété par l'article suivant :

« Art. 13-1. - L'autorisation d'installer une enseigne à faible ou de moyennement laser prévue par l'article 17 de la loi du 29 décembre 1979 susvisée est délivrée par le préfet dans les formes et conditions prévues par les articles 3 et 10 à 15 du présent décret. Le préfet exerce les compétences attribuées au maire par ces articles.

« La demande d'autorisation est établie en deux exemplaires et adressée par la personne ou l'entreprise qui exploite l'enseigne, par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal, au préfet ou déposée contre décharge à la préfecture.

« La demande comporte :

- « 1. L'identité et l'adresse du demandeur ;
- « 2. Un plan de situation, avec l'indication des immeubles bâtis les plus proches ;
- « 3. Une notice descriptive mentionnant notamment la puissance de la source laser, les caractéristiques du ou des faisceaux et la description des effets produits »

Art. 3. - Le chapitre III du décret du 24 février 1982 susvisé est complété par l'article suivant :

« Art. 15-1. - Les préenseignes dont les dimensions excèdent 1 mètre en hauteur ou 1,50 mètre en largeur sont soumises à la déclaration préalable instituée par l'article 5-1 de la loi du 29 décembre 1979 susvisée, dans les conditions prévues par les articles 30-1 à 30-3 du décret n° 80-923 du 21 novembre 1980. »

Art. 4. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre de l'environnement, le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat et le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 24 octobre 1986.

ALAIN JUPPE

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement

CORINNE LEPAGE

Le garde des sceaux, ministre de la justice

JACQUES TROUBON

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme

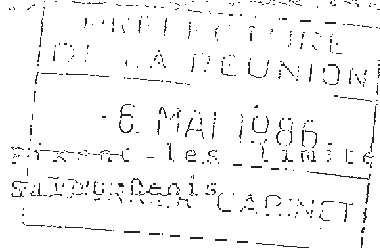
BERNARD PONS

Le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

DOMINIQUE FIEURY



LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-DENIS
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-213 du 7 MARS 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions modifiée ;

VU le Code des Communes, notamment ses articles L 131-1 et suivants ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles R 44 et R 225 ;

VU le Code Pénal ;

VU l'avis favorable émis par la Commission de circulation dans sa séance du 28 NOVEMBRE 1985 ;

A R R E T E :

ARTICLE 1 - Les limites de l'agglomération constituée par la Commune de Saint-Denis telles qu'elles sont prévues par le Code de la Route, pour avoir les effets prescrits par ledit Code, sont ainsi fixées :

a) - sur la RN 1, allant du Barachois vers la Grande Chaloupe, au PR 1, à 100 m du carrefour RN 1/CD 41 ;
- sur la RN 2, allant du Barachois vers Gillot, au PR 4,7, au droit du carrefour RN 102/RN 2 ;
- sur la RN 102, allant du Littoral à Commune Prima, au PR 2,9, à la limite de séparation des communes de St-Denis et Ste-Marie,

b) - sur le CD 41, allant de Littoral à la Montagne au PR 2, au droit de la limite de compétence territoriale de la circonscription de la Police Nationale de Saint-Denis ;
- sur le CD 42, à la rencontre de la piste forestière du Boisé à 100 m du carrefour CD 42/CD 43 ;
- sur le CD 43, au PR 7,6 au droit de la Ravine Boucar Launay ;
- sur le CD 43 dans l'agglomération du Boisé, au PR 12,3 à 150 m de l'intersection de CD 42 et la ravine Bras Maho et au PR 13 au droit du carrefour avec le CD 47 ;

- sur le CD 49, allant de l'avenue De Lestre de Tassigny à Bois de Nèfles au PK 5, correspondant à son extrémité ;
- sur le CD 60, allant de l'avenue Leconte de Lisle au chemin Bancoul au PK 2,3, correspondant à son extrémité ;
- sur le CD 50 allant du CD 45 à la localité de la Bretagne au PK 3, correspondant à son extrémité ;
- sur le CD 45, allant de la RN 102 à la localité de Domenjod au PK 1,5 à la limite de séparation des Communes de St-Denis et Ste-Marie.

- c) - sur la voie communale dite chemin de Piton Bois de Nèfles, allant du CD 49 vers les hauts de Bois de Nèfles, au PK 7,8, correspondant à la terminaison de la voie bitumée ;
- sur la voie communale dite chemin de la Source, allant du CD 60 vers la Ravine du Chaudron, correspondant à son extrémité ;
 - sur la voie communale dite route des Ananas allant du CD 60 vers le CD 49, dans sa totalité ;
 - sur les voies communales dites chemin du Finistère et chemin de Bellevue, allant du CD 50 vers Bellevue, au PK 6, correspondant à son extrémité.

ARTICLE 2 - Les limites de la localité de la Montagne sont définies comme suit :

- sur le CD 41, l'agglomération de la localité dénommée "Montagne 8ème" est délimitée par les PK 5,7 à hauteur des trois bancs, et PK 9,1 au droit du Ruisseau Potier ;
- sur le CD 41, l'agglomération de la localité dénommée "Montagne St-Bernard" est délimitée par les PK 15,3 à 150 m en direction de Montagne 8ème de la Ravine Petit Bras Malheur, et PK 16,7 à 300 m en direction de la Possession du chemin Arnoux.

ARTICLE 3 - Ces limites sont matérialisées par l'implantation de signaux de localisation portant le numéro de la route et l'indication du nom de la commune.

ARTICLE 4 - Messieurs le Commissaire Central, le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie et le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

St-Denis, le 05 MAI 1986

LE MAIRE ADJOINT,



M. GÉRARD

LOI DU 29 DECEMBRE 1979 MODIFIEE

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté.
Le Président de la République promulgue la loi dont
la teneur suit :

Article 1er

Chacun a le droit de s'exprimer et de diffuser informations et idées, quelle qu'en soit la nature, par le moyen de la publicité, d'enseignes et de préenseignes, conformément aux lois en vigueur et sous réserve des dispositions de la présente loi.

Article 2

Afin d'assurer la protection du cadre de vie, la présente loi fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, au sens précisé par décret en Conseil d'Etat. Ses dispositions ne s'appliquent pas à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes situées à l'intérieur d'un local, sauf si l'utilisation de celui-ci est principalement celle d'un support de publicité.

Article 3

Au sens de la présente loi :

- constitue une publicité, à l'exception des enseignes et des préenseignes, toute inscriptions, forme ou image destinée à informer le public ou attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités ;
- constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ;
- constitue une préenseigne toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

CHAPITRE I^{er}

Dispositions applicables à la publicité

Section 1

Dispositions générales

Article 4

Toute publicité est interdite :

- 1° sur les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ;
- 2° sur les monuments naturels et dans les sites classés ;
- 3° dans les parcs nationaux et les réserves naturelles ;

4° sur les arbres.

Le maire ou, à défaut, le préfet, sur demande ou après avis du conseil municipal et après avis de la commission départementale compétente en matière de sites, peut en outre interdire par arrêté toute publicité sur des immeubles présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque.

L'avis de la commission départementale compétente en matière de sites est réputé acquis s'il n'est pas intervenu dans un délai de deux mois à compter de la saisine par le préfet ou de la demande d'avis de la commission adressée par le maire au préfet.

Article 5

Toute publicité doit mentionner, selon le cas, le nom et l'adresse ou bien la dénomination ou la raison sociale, de la personne physique ou morale qui l'a apposée ou fait apposer.

Article 5-1

L'installation, le remplacement ou la modification des dispositifs ou matériels qui supportent de la publicité sont soumis à déclaration préalable auprès du maire et du préfet dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Section 2

Publicité en dehors des agglomérations

Article 6

En dehors des lieux qualifiés "agglomération" par les règlements relatifs à la circulation routière, toute publicité est interdite, sauf dans les zones dénommées "zones de publicité autorisée".

Ces zones peuvent être instituées, sous réserve des dispositions de l'article 4, à proximité immédiate des établissements commerciaux et industriels, ou des centres artisanaux, ou des groupements d'habitations.

Elles sont définies dans les conditions prévues à l'article 13 et la publicité y est soumise aux prescriptions fixées par les actes qui les instituent.

Section 3

Publicité à l'intérieur des agglomérations

Article 7

A l'intérieur des agglomérations, la publicité est interdite :

1° dans les zones de protection délimitées autour des sites classés ou autour des monuments historiques classés ;

2° dans les secteurs sauvegardés ;

3° dans les parcs naturels régionaux.

Il ne peut être dérogé à cette interdiction que par l'institution de zones de publicité restreinte.

II. La publicité y est également interdite :

1° dans les sites inscrits à l'inventaire et les zones de protection délimitées autour de ceux-ci ;

2° à moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ou visés à l'avant dernier alinéa de l'article 4 ;

3° dans les zones de protection du patrimoine architectural et urbain.

Il peut être dérogé à cette interdiction par l'institution de zones de publicité restreinte ou de secteurs soumis au régime général fixé en application de l'article 8.

Il peut y être dérogé à titre exceptionnel, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, par l'institution d'une zone de publicité élargie lorsque la publicité est un élément déterminant de l'animation des lieux considérés.

Les secteurs soumis au régime général sont institués selon la procédure définie à l'article 13.

III. Dans les cas où il n'est pas dérogé aux interdictions prévues aux paragraphes I et II du présent article, le maire peut autoriser l'affichage d'opinion et la publicité relative aux activités des associations, mentionnés à l'article 12, sur des palissades de chantier, dans des conditions déterminées par un décret en Conseil d'Etat.

IV. La publicité ne peut recouvrir tout ou partie d'une baie. Toutefois, cette interdiction est levée lorsqu'il s'agit de la devanture d'un établissement temporairement fermé pour réfection ou à la suite d'une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ou lorsqu'une ou plusieurs zones de réglementation spéciales instituées selon la procédure définie à l'article 13 l'ont prévu.

Article 8

Dans les agglomérations, et sous réserve des dispositions des articles 4, 7 et 9, la publicité est admise. Elle doit toutefois satisfaire, notamment en matière d'emplacements, de surface, de hauteur et d'entretien, à des prescriptions fixées par décret en Conseil d'Etat en fonction des procédés, des dispositifs utilisés, des caractéristiques des supports et de l'importance des agglomérations concernées. Ce décret précise également les conditions d'utilisation comme supports publicitaires du mobilier urbain installé sur le domaine public.

L'installation des dispositifs de publicité lumineuse autres que ceux qui supportent des affiches

éclairées par projection ou transparence est soumise à l'autorisation du maire.

Article 9

Dans toute ou partie d'une agglomération, il peut être institué, selon la procédure définie à l'article 13, des zones de publicité restreinte ou des zones de publicité élargie, où la publicité est soumise à des prescriptions spéciales fixées par les actes instituant lesdites zones.

Article 10

L'acte instituant une zone de publicité restreinte y soumet la publicité à des prescriptions plus restrictives que celles du régime fixé en application de l'article 8.

Il peut en outre :

- déterminer dans quelles conditions et sur quels emplacements la publicité est seulement admise,
- interdire la publicité ou des catégories de publicité définies en fonction des procédés et des dispositifs utilisés.

Toutefois, la publicité supportée par des palissades de chantiers ne peut être interdite, sauf lorsqu'elles sont implantées dans les lieux visés aux 1° et 2° du I de l'article 7.

Toute zone de publicité restreinte doit comporter un ou plusieurs emplacements visés à l'article 12 selon des modalités fixées par le décret visé audit article.

Article 11

L'acte instituant une zone de publicité élargie y soumet la publicité à des prescriptions moins restrictives que celles du régime fixé en application de l'article 8.

Article 12

Sous réserve des dispositions de la présente loi, le maire détermine par arrêté et fait aménager sur le domaine public ou en surplomb de celui-ci ou sur le domaine privé communal, un ou plusieurs emplacements destinés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif. Aucune redevance ou taxe n'est perçue à l'occasion de cet affichage ou de ces publicités.

En vue d'assurer la liberté d'opinion et de répondre aux besoins des associations, les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat en fonction du nombre d'habitants et de la superficie de la commune. Ce décret fixe une surface minimale que chaque catégorie de communes doit réserver à l'affichage défini à l'alinéa précédent.

Si dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de ce décret, le maire n'a pas pris l'arrêté prévu au premier alinéa, le préfet après une mise en demeure restée sans effet durant trois mois détermine le ou les emplacements nécessaires. L'ar-

arrêté préfectoral cesse de s'appliquer dès l'entrée en vigueur d'un arrêté du maire déterminant un autre ou d'autres emplacements.

Section 4

Procédure d'institution des zones de publicité autorisée, de publicité restreinte ou de publicité élargie

Article 13

I. La délimitation des zones de publicité autorisée, des zones de publicité restreinte ou des zones de publicité élargie, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent, sont établies à la demande du conseil municipal.

Le projet de réglementation spéciale est préparé par un groupe de travail dont la composition est fixée par arrêté préfectoral. Il est présidé par le maire qui, en cette qualité, dispose d'une voix prépondérante. Il comprend, en nombre égal, des membres du conseil municipal et éventuellement un représentant de l'assemblée délibérante de l'organisme intercommunal compétent en matière d'urbanisme, d'une part, et, d'autre part, des représentants des services de l'Etat. Les chambres de commerce et d'industrie, les chambres des métiers, les chambres d'agriculture, les associations locales d'usagers visées à l'article 35, ainsi que les représentants des professions directement intéressées, désignés dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, sont, s'ils le demandent, associés, avec voix consultative, à ce groupe de travail.

Le projet ainsi élaboré est transmis pour avis à la commission départementale compétente en matière de sites. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de deux mois.

Le projet établi par le groupe de travail et qui a recueilli l'avis favorable de la commission départementale compétente en matière de sites est arrêté par le maire après délibération du conseil municipal.

En cas d'avis défavorable de cette commission ou d'opposition du conseil municipal, il est procédé à une nouvelle délibération du groupe de travail sur un nouveau projet présenté par le préfet.

Si, après cette nouvelle délibération, le conseil municipal s'oppose au projet, éventuellement modifié, qui lui est présenté par le préfet ou émet des réserves, la délimitation des zones ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent sont fixées par arrêté préfectoral ou, sur demande du maire, par arrêté ministériel.

La délimitation des zones et les prescriptions qui s'y appliquent peuvent être modifiées dans la forme prévue pour leur établissement.

A défaut de proposition du conseil municipal, le préfet peut, après consultation du maire, constituer d'office le groupe de travail prévu au présent article.

II. En vue de présenter un projet en commun, des communes limitrophes, même si elles dépendent de plusieurs départements, peuvent constituer un seul groupe de travail, présidé par le maire d'une des communes intéressées, qui, en cette qualité, dispose d'une voix prépondérante.

La composition et le fonctionnement du groupe de travail mentionné à l'alinéa précédent ainsi que la procédure de délimitation des zones de publicité autorisée, des zones de publicité restreinte ou des zones de publicité élargie et d'établissement des prescriptions qui s'y appliquent sont régies par les dispositions du paragraphe I du présent article, sous réserve des adaptations nécessaires, fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Section 5

Dispositions particulières applicables à certains modes d'exercice de la publicité

Article 14

La publicité sur les véhicules terrestres, sur l'eau ou dans les airs peut être réglementée, subordonnée à autorisation ou interdite, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Toutefois, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables à la publicité relative à l'activité exercée par le propriétaire ou l'usager d'un véhicule, sous réserve que ce véhicule ne soit pas utilisé ou équipé à des fins essentiellement publicitaires.

Article 15

Les communes ont le droit d'utiliser à leur profit comme support de publicité commerciale ou d'affichage libre défini à l'article 12 les palissades de chantier lorsque leur installation a donné lieu à autorisation de voirie.

Article 16

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles la publicité peut déroger aux dispositions du présent chapitre lorsqu'elle est effectuée en exécution d'une disposition législative ou réglementaire ou d'une décision de justice ou lorsqu'elle est destinée à informer le public sur les dangers qu'il encourt ou des obligations qui pèsent sur lui dans les lieux considérés.

CHAPITRE II

Dispositions applicables aux enseignes et préenseignes

Article 17

Un décret en Conseil d'Etat fixe les prescriptions générales relatives à l'installation et à l'entretien des enseignes en fonction des procédés utilisés, de la

nature des activités ainsi que des caractéristiques des immeubles où ces activités s'exercent et du caractère des lieux où ces immeubles sont situés.

Les actes instituant les zones de publicité autorisée, les zones de publicité restreinte et les zones de publicité élargie peuvent prévoir des prescriptions relatives aux enseignes.

Le décret prévu au premier alinéa fixe les conditions dans lesquelles ces prescriptions peuvent être adaptées aux circonstances locales lorsqu'il n'a pas été fait application des dispositions du deuxième alinéa.

Sur les immeubles et dans les lieux mentionnés aux articles 4 et 7, ainsi que dans les zones de publicité restreinte, l'installation d'une enseigne est soumise à autorisation.

Les enseignes à faisceau de rayonnement laser sont soumises à l'autorisation du préfet.

Article 18

Les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité.

Les dispositions relatives à la déclaration prévue par l'article 5-1 sont applicables aux préenseignes dans des conditions, notamment de dimensions, précisées par décret en Conseil d'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les cas et les conditions dans lesquels l'installation de préenseignes peut déroger aux dispositions visées à l'alinéa précédent lorsqu'il s'agit de signaler les activités soit particulièrement utiles pour les personnes en déplacement ou liées à des services publics ou d'urgence, soit s'exerçant en retrait de la voie publique, soit en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales.

Article 19

I. Le décret prévu à l'article 17 détermine les conditions dans lesquelles peuvent être temporairement apposées sur des immeubles des enseignes annonçant :

1° des opérations exceptionnelles qui ont pour objet lesdits immeubles ou sont relatives aux activités qui s'y exercent ;

2° des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique qui y ont lieu ou y auront lieu.

II. Le décret prévu à l'article 18 détermine les conditions dans lesquelles peuvent être temporairement apposées des préenseignes indiquant la proximité des immeubles mentionnés au paragraphe I.

III. Le décret prévu à l'article 18 détermine les conditions dans lesquelles peuvent être apposées des préenseignes indiquant la proximité de monuments historiques classés ou inscrits, ouverts à la visite.

CHAPITRE III Dispositions communes

Article 20

Les autorisations prévues aux chapitres Ier et II ci-dessus sont délivrées au nom de l'Etat. Le refus de ces autorisations doit être motivé.

Un décret en Conseil d'Etat fixe le délai à l'expiration duquel le défaut de notification de la décision de l'autorité compétente équivaut à l'octroi de l'autorisation. Ce délai ne pourra excéder deux mois à compter de la réception de la demande.

Le délai pourra être porté à quatre mois pour les autorisations relatives aux installations d'enseignes sur un immeuble classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire, ainsi que dans un site classé ou dans un secteur sauvegardé.

Article 21

Lorsqu'elle est consultée en application de la présente loi, la commission départementale compétente en matière de sites est complétée par des représentants de la commune et des professions intéressées, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article 22

Les textes et documents relatifs aux prescriptions qui régissent l'affichage dans la commune sont tenus en mairie à la disposition du public.

Article 23

Nul ne peut apposer de publicité ni installer une préenseigne sur un immeuble sans l'autorisation écrite du propriétaire.

Article 23-1

Sans préjudice des dispositions des articles 25 et 29, est punie d'une amende d'un montant de 5 000 francs la personne qui a apposé ou fait apposer un dispositif ou matériel visé à l'article 5-1, sans déclaration préalable ou non conforme à cette déclaration. Le manquement est constaté par un procès-verbal établi par un fonctionnaire ou agent mentionné à l'article 36 de la présente loi. Une copie du procès-verbal est adressée à la personne visée. Le manquement ainsi relevé donne lieu à une amende prononcée par le préfet. L'amende est recouvrée, dans les conditions prévues par les dispositions relatives aux produits communaux, au bénéfice de la commune sur le territoire de laquelle le manquement a été constaté. La personne visée a accès au dossier et est mise à même de présenter ses observations écrites, dans un délai d'un mois, sur le projet de sanction de l'administration. La décision du préfet, qui doit être motivée, est susceptible d'un recours de pleine juridiction. Le référé prévu à l'article 25 pour les astreintes s'applique aussi pour les amendes.

Les dispositions du présent article sont applicables en cas d'infraction aux dispositions des articles 4, 5 et 23 de la présente loi.

CHAPITRE IV Des sanctions

Article 24

Dès la constatation d'une publicité, d'une enseigne ou d'une préenseigne irrégulière au regard des dispositions de la présente loi ou des textes réglementaires pris pour son application, et nonobstant la prescription de l'infraction ou son amnistie, le maire ou le préfet prend un arrêté ordonnant dans un délai de quinze jours soit la suppression, soit la mise en conformité avec ces dispositions, des publicités, enseignes ou préenseignes en cause, ainsi que, le cas échéant, la remise en état des lieux.

Cet arrêté est notifié à la personne qui a apposé, fait apposer ou maintenu après mise en demeure la publicité, l'enseigne ou la préenseigne irrégulière.

Si cette personne n'est pas connue, l'arrêté est notifié à la personne pour le compte de laquelle ces publicités, enseignes ou préenseignes ont été réalisées.

Article 24-1

Dans le cas où la déclaration mentionnée à l'article 5-1 fait apparaître que le dispositif déclaré n'est pas conforme aux dispositions législatives et réglementaires, le maire ou le préfet enjoint, par arrêté, le déclarant à déposer ou à mettre en conformité le dispositif en cause dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception dudit arrêté. A l'issue de ce délai et en cas d'inexécution, le déclarant est redevable de l'astreinte dans les conditions prévues par l'article 25.

Article 24-2

Dès la constatation d'une publicité irrégulière au regard des dispositions des articles 4, 5 ou 23, le maire ou le préfet peut faire procéder d'office à la suppression immédiate de cette publicité. Toutefois, si cette publicité a été apposée dans, ou sur une propriété privée, l'exécution d'office est subordonnée à la demande du propriétaire ou à son information préalable par l'autorité administrative. Les frais de l'exécution d'office sont supportés par la personne qui a apposé ou fait apposer cette publicité. Si cette personne n'est pas connue, les frais sont mis à la charge de celle pour laquelle la publicité a été réalisée.

Article 25

A l'expiration du délai de quinze jours, dont le point de départ se situe au jour de la notification de l'arrêté, la personne à qui il a été notifié est redevable d'une astreinte de cinq cents francs par jour et par

publicité, enseigne ou préenseigne maintenue. Ce montant est réévalué chaque année, en fonction de l'évolution du coût de la vie, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

L'astreinte n'est pas applicable à l'affichage d'opinion ou à la publicité relative aux activités des associations, mentionnés à l'article 12, sauf lorsque cet affichage ou cette publicité ont été apposés à un emplacement publicitaire prohibé en exécution d'un contrat conclu entre l'exploitant de cet emplacement et la personne pour le compte de qui ils ont été réalisés.

Lorsque la mise en demeure a été déférée au tribunal administratif pour excès de pouvoir, le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il délègue, statuant en référé, peut, si la demande lui en est présentée dans les huit jours francs de la notification de l'arrêté et si les moyens énoncés dans la requête paraissent sérieux et de nature à justifier l'annulation de l'arrêté, ordonner la suspension de l'astreinte jusqu'à la décision à intervenir au principal.

Le président statue dans les quinze jours de la saisine, selon des modalités définies par décret en Conseil d'Etat. L'ordonnance est exécutoire, nonobstant appel devant le Conseil d'Etat, copie en est adressée sans délai au procureur de la République.

L'astreinte est recouvrée, dans les conditions prévues par les dispositions relatives aux produits communaux, au bénéfice de la commune sur le territoire de laquelle ont été commis les faits constatés ; à défaut par le maire de liquider le produit de l'astreinte, de dresser l'état nécessaire à son recouvrement et de le faire parvenir au préfet dans le mois qui suit l'invitation qui lui en est faite par celui-ci, la créance est liquidée et recouvrée au profit de l'Etat.

Le maire ou le préfet, après avis du maire, peut consentir une remise ou un reversement partiel du produit de l'astreinte lorsque les travaux prescrits par l'arrêté ont été exécutés et que le redevable établit qu'il n'a pu observer le délai imposé pour l'exécution totale de ses obligations qu'en raison de circonstances indépendantes de sa volonté.

Article 26

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 25, le maire ou le préfet fait, en quelque lieu que ce soit, exécuter d'office les travaux prescrits par l'arrêté visé à l'article 24, s'il n'a pas été procédé à leur exécution dans le délai fixé par cet arrêté.

Les frais de l'exécution d'office sont supportés par la personne à qui a été notifié l'arrêté, sauf si cette personne est exemptée de l'astreinte en application des dispositions du troisième alinéa de l'article 25.

L'administration est tenue de notifier, au moins huit jours à l'avance, à la personne privée proprié-

leur ou occupant des lieux, la date de commencement des travaux.

Article 27

Lorsque des publicités ou des préenseignes contreviennent aux dispositions de la présente loi ou des textes réglementaires pris pour son application, le maire ou le préfet sont tenus de faire usage des pouvoirs que leur confère l'article 24, si les associations mentionnées à l'article L. 252-1 du code rural ou le propriétaire de l'immeuble sur lequel ont été apposées sans son accord, les publicités ou préenseignes, en font la demande.

Article 28

Le maire ou le préfet, selon le cas, adresse au procureur de la République copie de la mise en demeure prévue à l'article 24 et le tient immédiatement informé de la suite qui lui a été réservée.

Article 29

Sera puni d'une amende de 50 à 15 000 F, qui sera portée au double en cas de récidive, celui qui aura apposé, fait apposer ou maintenu après mise en demeure une publicité, une enseigne ou une préenseigne

1° dans des lieux, sur des emplacements ou selon des procédés interdits en application des articles 4, 6, 7, 14, 17 et 18 ;

2° sans avoir obtenu les autorisations préalables prévues aux chapitres Ier et II ou sans avoir observé les conditions posées par ces autorisations ou sans avoir procédé à la déclaration préalable prévue à l'article 5-1 ou en ayant produit une fausse déclaration ;

3° sans avoir observé, dans les zones de publicité restreinte, les dispositions particulières y régissant la publicité.

Sera puni des mêmes peines celui qui aura laissé subsister une publicité, une enseigne ou une préenseigne au-delà des délais de mise en conformité qu'il sera tenu d'observer en application de l'article 40 ainsi que celui qui se sera opposé à l'exécution des travaux d'office prévus par l'article 26 ou celui qui aura mis obstacle à l'accomplissement des contrôles ou à l'exercice des fonctions des agents prévus à l'article 36.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de publicités, d'enseignes ou de préenseignes en infraction.

Article 30

Sera puni des mêmes peines que l'auteur de l'infraction, celui pour le compte duquel la publicité est réalisée, lorsque la publicité ou le dispositif publicitaire ne comporte pas les mentions visées à l'article 5 ou lorsque celles-ci sont inexactes ou incomplètes.

Dans le cas d'une publicité de caractère électoral, l'autorité administrative compétente met en de-

meure celui pour le compte duquel cette publicité a été réalisée de la supprimer et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de deux jours francs. Si cette mise en demeure est suivie d'effet, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables.

Article 31

En cas de condamnation, le tribunal ordonne soit la suppression, dans un délai qui ne peut excéder un mois et sous astreinte de 50 à 500 F par jour de retard, des publicités, enseignes ou préenseignes qui constituent l'infraction, soit leur mise en conformité, dans le même délai et sous les mêmes conditions, avec les prescriptions auxquelles ils contreviennent ; il ordonne, le cas échéant, la remise en état des lieux. Il peut déclarer sa décision exécutoire par provision.

Article 32

L'astreinte ne peut être révisée par le tribunal que si le redevable établit qu'il n'a pu observer le délai impose pour l'exécution totale de ses obligations qu'en raison de circonstances indépendantes de sa volonté. Elle est recouvrée dans les conditions prévues au sixième alinéa de l'article 25.

Article 33

La prescription de l'action publique ne court qu'à partir du jour où la publicité, l'enseigne ou la préenseigne en infraction aux dispositions de la présente loi et des règlements pris pour son application est supprimée ou mise en conformité avec les dispositions auxquelles il est contrevenu.

Article 34

Les dispositions des quatre articles précédents et les règles relatives à la complicité sont applicables aux contraventions aux dispositions réglementaires prises pour l'application de la présente loi.

Article 35

Les associations exerçant leur activité dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement ou dans celui de l'amélioration du cadre de vie remplissant les conditions fixées à l'article 40 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature ou à l'article L. 160-1 du code de l'urbanisme et les associations locales d'usagers agréées mentionnées à l'article L. 121-8 dudit code peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction aux dispositions de la présente loi ou des textes réglementaires pris pour son application et portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre.

Article 36

Pour l'application des articles 24, 29 et 34, sont habilités à procéder à toutes constatations, outre les officiers de police judiciaire :

- les agents de police judiciaire mentionnés aux articles 20 et 21 du code de procédure pénale ;
- les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions aux lois du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et du 2 mai 1950 relative à la protection des monuments naturels et des sites ;
- les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions aux dispositions de l'ordonnance n° 58-1351 du 27 décembre 1958 relative à la conservation du domaine public routier ;
- les fonctionnaires et agents de l'Etat et des collectivités publiques habilités à constater les infractions au code de l'urbanisme ;
- les ingénieurs des ponts et chaussées, les ingénieurs des travaux publics de l'Etat et les agents des services des ports maritimes commissionnés à cet effet ;
- les agents habilités par les collectivités locales à constater les infractions au code de la route en matière d'arrêt et de stationnement des véhicules automobiles en vertu de l'article L. 24 dudit code.

Les agents et fonctionnaires ci-dessus habilités pour constater les infractions transmettent leurs procès-verbaux de constatation au procureur de la République, au maire et au préfet.

Article 37

Les amendes prononcées en application des articles 29 et 30 de la présente loi sont affectées d'une majoration de 50 p. 100 perçue au bénéfice des collectivités locales. Son produit constitue une des ressources du comité des finances locales, institué par l'article L. 234-20 du code des communes.

Article 38

Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent ni à l'affichage d'opinion, ni à la publicité relative aux activités des associations, mentionnées à l'article 12, dès lors que le maire ou le préfet n'aura pas déterminé et fait aménager le ou les emplacements prévus au même article.

CHAPITRE V Des contrats

Article 39

Le contrat de louage d'emplacement privé aux fins d'apposer de la publicité ou d'installer une pré-anseigne se fait par écrit. Il est conclu pour une période qui ne peut excéder six ans à compter de sa signature. Il peut être renouvelé par tacite reconduction par périodes d'une durée maximale d'un an,

sauf dénonciation par l'une des parties trois mois au moins avant son expiration.

Le preneur doit maintenir en permanence l'emplacement loué en bon état d'entretien. Faute d'exécution de cette obligation, et après mise en demeure, le bailleur peut obtenir, à l'expiration d'un délai d'un mois, du juge des référés, à son choix soit l'exécution des travaux nécessaires, soit la résolution du contrat et la remise des lieux en bon état aux frais du preneur.

A défaut de paiement du loyer, le contrat est résilié de plein droit au bénéfice du bailleur après mise en demeure de payer restée sans effet durant un mois.

Le preneur doit remettre l'emplacement loué dans son état antérieur dans les trois mois suivant l'expiration du contrat.

Le contrat doit comporter la reproduction des quatre alinéas précédents.

Les dispositions du présent article sont d'ordre public.

CHAPITRE VI

Dispositions transitoires et finales

Article 40 :

Les publicités, enseignes et préenseignes, sous réserve de ne pas contrevenir à la réglementation antérieure et sans que cela permette leur maintien au-delà de la première échéance des contrats et conventions en cours d'exécution lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont soumises aux dispositions transitoires suivantes :

- celles qui ont été mises en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi et ne sont pas conformes à ses dispositions ou aux règlements pris pour son application peuvent être maintenues pendant un délai de trois ans à compter de cette entrée en vigueur ;
- celles qui ont été mises en place avant l'entrée en vigueur des actes pris pour l'application des articles 4, avant-dernier alinéa, 6, 7, 9 et 17, deuxième et troisième alinéa et ne sont pas conformes à leurs prescriptions, ainsi que celles mises en place dans des lieux entrés dans le champ d'application des articles 4, 7 et 42-11 en vertu d'actes postérieurs à leur installation, peuvent être maintenues pendant un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur des actes précités
- celles qui sont soumises à autorisation en vertu de la présente loi et ont été installées avant l'entrée en vigueur de ses dispositions ou celle des règlements visés aux deux alinéas précédents peuvent être maintenues pendant un délai de deux ans à compter de la décision de l'autorité administrative compétente en ordonnant la suppression ou la modification.

Article 41

Les contrats de louage d'emplacement privés conclus avant l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi sont résiliés, à la demande de l'une des parties, à partir de l'échéance de la sixième année suivant leur signature.

Toutefois, dans le cas où cette échéance est antérieure à l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi, les contrats de louage d'emplacement privés sont résiliés, dans les mêmes conditions, à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de cette entrée en vigueur.

Article 42

I. Il est inséré entre le deuxième et le troisième alinéa de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme un alinéa nouveau ainsi rédigé :

« Ce permis n'est pas exigé pour l'installation des dispositifs ayant la qualification de publicité, d'enseigne ou de préenseigne, au sens de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979. »

1. Les décrets en Conseil d'Etat mentionnés aux articles 8 et 17 et, le cas échéant, les actes pris en application des articles 6 et 9, déterminent celles des prescriptions édictées en application du code de l'urbanisme en matière d'implantation, de hauteur et d'aspect des constructions, ainsi que de mode de clôture des propriétés foncières qui sont, au titre de la présente loi, applicables à l'installation des dispositifs mentionnés au deuxième alinéa de l'article 3, des enseignes et des préenseignes.

Ils déterminent également les conditions d'application des dispositions relatives à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes figurant dans le règlement annexé à un plan de sauvegarde et de mise en valeur rendu public ou approuvé.

En vue d'assurer le respect des prescriptions et dispositions visées aux deux alinéas précédents, un décret en Conseil d'Etat définit les cas et les conditions dans lesquels le scellement au sol ou l'installation directe sur le sol des publicités, des dispositifs mentionnés au deuxième alinéa de l'article 3, des enseignes et des préenseignes, sont soumis à une autorisation préalable.

Article 43

Les modalités d'application de la présente loi seront définies par décret en Conseil d'Etat.

Article 44

Est abrogée la loi modifiée n° 217 du 12 avril 1943. Toutefois, les règles édictées par les articles 5, 6, 7 et 9 demeurent applicables jusqu'à la publication des actes pris en vertu des articles 4, avant-dernier alinéa, et 10 de la présente loi et, au plus tard, pendant trois ans à compter de l'entrée en vigueur de celle-ci, dans la

mesure où ces règles sont plus restrictives que celles fixées en application des articles 8 et 17 ci-dessus.

Demeurent également applicables jusqu'à l'expiration des périodes transitoires définies à l'article 40, deuxième et troisième alinéas de la présente loi, les articles 15 et 16 de la loi du 12 avril 1943 en tant qu'ils permettent de sanctionner le maintien de publicités et de dispositifs publicitaires de tous ordres installés en violation des dispositions de ladite loi ou des décrets et arrêtés pris pour son application.

Les dispositions du chapitre IV de la présente loi sont applicables aux infractions aux règles maintenues en vigueur mentionnées au premier alinéa ci-dessus lorsque ces infractions seront commises après l'entrée en vigueur de ladite loi.

La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard six mois après sa promulgation. Toutefois, les dispositions de l'article 39 sont applicables trois mois après leur publication.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.
Fait à Paris, le 29 décembre 1979.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Décret n° 95-946 du 24 octobre 1996 modifiant le décret n° 90-923 du 21 novembre 1980 portant règlement national de la publicité en agglomération et le décret n° 82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes

NOR: ENVU9640008D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,

Vu la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, modifiée notamment par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement;

Vu le décret n° 80-923 du 21 novembre 1980 modifié portant règlement national de la publicité en agglomération et déterminant les conditions d'application à certains dispositifs publicitaires d'un régime d'autorisation pour l'application de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes;

Vu le décret n° 82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes et fixant certaines dispositions relatives aux préenseignes pour l'application de la loi du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. - Le chapitre IV du décret du 21 novembre 1980 survisé est complété par les articles suivants :

« Art. 30-1. - Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 25, l'installation, le remplacement ou la modification d'un dispositif ou d'un matériel qui supporte de la publicité fait l'objet d'une déclaration préalable qui est adressée au préfet et au maire par la personne ou l'entreprise de publicité qui exploite le dispositif ou le matériel.

« Art. 30-2. - La déclaration préalable comporte :

« 1. - Lorsque le dispositif ou le matériel est implanté sur une propriété privée :

« 1. L'identité et l'adresse du déclarant ;

« 2. La localisation et la superficie du terrain ;

« 3. La nature du dispositif ou du matériel ;

« 4. L'indication de la distance de l'installation projetée par rapport aux limites séparatives et aux baies des immeubles situés sur les fonds voisins ;

« 5. L'indication du nombre et de la nature des dispositifs déjà installés sur le terrain ;

« 6. Un plan de situation du terrain, un plan de masse coté et la représentation graphique du dispositif ou du matériel cotés en trois dimensions.

« 7. - Lorsque le dispositif ou le matériel est implanté sur le domaine public :

« 1. L'identité et l'adresse du déclarant ;

« 2. L'emplacement du dispositif ou du matériel ;

« 3. La nature du dispositif ou du matériel ainsi que sa représentation graphique cotée en trois dimensions ;

« 4. L'indication de la distance de l'installation projetée par rapport aux baies des immeubles situés sur les fonds voisins.

« Art. 30-3. - La déclaration préalable est adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune et au préfet, ou déposée contre décharge à la mairie et à la préfecture.

« A compter de la date de réception la plus tardive de la déclaration, le déclarant peut procéder, sous sa responsabilité, à la réalisation du projet déclaré. »

Art. 2. - Le chapitre II du décret du 24 février 1982 survisé est complété par l'article suivant :

« Art. 13-1. - L'autorisation d'installer une enseigne à faisceau de rayonnement laser prévue par l'article 17 de la loi du 29 décembre 1979 survisée est délivrée par le préfet dans les formes et conditions prévues par les articles 8 et 10 à 13 du présent décret. Le préfet exerce les compétences attribuées au maire par ces articles.

« La demande d'autorisation est établie en deux exemplaires et adressée par la personne ou l'entreprise qui exploite l'enseigne, par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal, au préfet, ou déposée contre décharge à la préfecture.

« La demande comporte :

« 1. L'identité et l'adresse du demandeur ;

« 2. Un plan de situation, avec l'indication des immeubles bâtis les plus proches ;

« 3. Une notice descriptive mentionnant notamment la puissance de la source laser, les caractéristiques du ou des faisceaux et la description des effets produits. »

Art. 3. - Le chapitre III du décret du 24 février 1982 survisé est complété par l'article suivant :

« Art. 15-1. - Les préenseignes dont les dimensions excèdent 1 mètre en hauteur ou 1,50 mètre en largeur sont soumises à la déclaration préalable instituée par l'article 5-1 de la loi du 29 décembre 1979 survisée, dans les conditions précisées par les articles 30-1 à 30-3 du décret n° 80-923 du 21 novembre 1980. »

Art. 4. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre de l'environnement, le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat et le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 24 octobre 1996.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement,

CORINNE LEPAGE

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

JACQUES TOUBON

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme,

BERNARD PONS

Le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat,

JEAN-PIERRE RAFFAREN

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,

DOMINIQUE PERVEN

ALAIN JUPPE

PRÉFECTURE
DE LA REUNION
- 6 MAI 1986
fixant les limites du nouveau périmètre d'agglomération de
Saint-Denis
CABINET

A R R E T E N° 258

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-DENIS
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82.213 du 2 MARS 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions modifiée ;
VU le Code des Communes, notamment ses articles L 131-1 et suivants ;
VU le Code de la Route, notamment ses articles R 44 et R 225 ;
VU le Code Pénal ;
VU l'avis favorable émis par la Commission de circulation dans sa séance du 28 NOVEMBRE 1985 ;

A R R E T E :

ARTICLE 1 - Les limites de l'agglomération constituée par la Commune de Saint-Denis telles qu'elles sont prévues par le Code de la Route, pour avoir les effets prescrits par ledit Code, sont ainsi fixées :

- a) - sur la RN 1, allant du Barachois vers la Grande Chaloupe, au PR 1, à 100 m du carrefour RN 1/CD 41 ;
- sur la RN 2, allant du Barachois vers Gillot, au PR 4,7, au droit du carrefour RN 102/RN 2 ;
- sur la RN 102, allant du littoral à Commune Prima, au PR 2,9, à la limite de séparation des communes de St-Denis et Ste-Marie.
- b) - sur le CD 41, allant du littoral à la Montagne au PK 2, au droit de la limite de compétence territoriale de la circonscription de la Police Nationale de Saint-Denis ;
- sur le CD 42, à la rencontre de la piste forestière du Brûlé à 700 m du carrefour CD 42/CD 43 ;
- sur le CD 43, au PK 7,6 au droit de la Ravine Boucan Launay ;
- sur le CD 43, dans l'agglomération du Brûlé, au PR 12,3 à 150 m en direction du CD 42 de la Ravine Bras Maho et au PR 13 au droit du carrefour avec le CD 42 ;

- sur le CD 49, allant de l'avenue De Lattre de Tassigny à Bois de Nèfles au PK 5, correspondant à son extrémité ;
- sur le CD 60, allant de l'avenue Leconte de Lisle au chemin Bancoul au PK 2,3, correspondant à son extrémité ;
- sur le CD 50 allant du CD 45 à la localité de la Bretagne au PK 3, correspondant à son extrémité ;
- sur le CD 45, allant de la RN 102 à la localité de Domenjod au PK 1,5 à la limite de séparation des Communes de St-Denis et Ste-Marie.

c) - sur la voie communale dite chemin de Piton Bois de Nèfles, allant du CD 49 vers les hauts de Bois de Nèfles, au PK 7,8, correspondant à la terminaison de la voie bitumée ;

- sur la voie communale dite chemin de la Source, allant du CD 60 vers la Ravine du Chaudron, correspondant à son extrémité ;

- sur la voie communale dite route des Ananas allant du CD 60 vers le CD 49, dans sa totalité ;

- sur les voies communales dites chemin du Finistère et chemin de Bellevue, allant du CD 50 vers Bellevue, au PK 6, correspondant à son extrémité.

ARTICLE 2 - Les limites de la localité de la Montagne sont définies comme suit :

- sur le CD 41, l'agglomération de la localité dénommée "Montagne 8ème" est délimitée par les PK 5,7 à hauteur des trois bancs, et PK 9,1 au droit du Ruisseau Potier ;

- sur le CD 41, l'agglomération de la localité dénommée "Montagne St-Bernard" est délimitée par les PK 15,3 à 150 m en direction de Montagne 8ème de la Ravine Petit Bras Malheur, et PK 16,7 à 300 m en direction de la Possession du chemin Arnoux.

ARTICLE 3 - Ces limites sont matérialisées par l'implantation de signaux de localisation portant le numéro de la route et l'indication du nom de la commune.

ARTICLE 4 - Messieurs le Commissaire Central, le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie et le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

St-Denis, le 05 MAI 1986

LE MAIRE ADJOINT,



M. GÉRARD

LIVRE 5 : PREVENTION DES POLLUTIONS DES RISQUES ET DES NUISANCES
TITRE 8 : PROTECTION DU CADRE DE VIE
CHAPITRE UNIQUE : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA PUBLICITE

Section 1 : Principes généraux

Article L581-1

Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser informations et idées, quelle qu'en soit la nature, par le moyen de la publicité, d'enseignes et de préenseignes, conformément aux lois en vigueur et sous réserve des dispositions du présent chapitre.

Article L581-2

Afin d'assurer la protection du cadre de vie, le présent chapitre fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, au sens précisé par décret en Conseil d'Etat. Ses dispositions ne s'appliquent pas à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes situées à l'intérieur d'un local, sauf si l'utilisation de celui-ci est principalement celle d'un support de publicité.

Article L581-3

Au sens du présent chapitre :

1° Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités ;

2° Constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ;

3° Constitue une préenseigne toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Sous-section 4 : Dispositions générales

Article L581-4

I. - Toute publicité est interdite :

1° Sur les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ;

2° Sur les monuments naturels et dans les sites classés ;

3° Dans les parcs nationaux et les réserves naturelles ;

4° Sur les arbres.

II. - Le maire ou, à défaut, le préfet, sur demande ou après avis du conseil municipal et après avis de la commission départementale compétente en matière de

sites, peut en outre interdire par arrêté toute publicité sur des immeubles présentant un caractère esthétique, historique ou pittoresque.

III. - L'avis de la commission départementale compétente en matière de sites est réputé acquis s'il n'est pas intervenu dans un délai de deux mois à compter de la saisine par le préfet ou de la demande d'avis de la commission adressée par le maire au préfet.

Article L581-5

Toute publicité doit mentionner, selon le cas, le nom et l'adresse ou bien la dénomination ou la raison sociale, de la personne physique ou morale qui l'a apposée ou fait apposer.

Article L581-6

L'installation, le remplacement ou la modification des dispositifs ou matériels qui supportent de la publicité sont soumis à déclaration préalable auprès du maire et du préfet dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Sous-section 2 : Publicité en dehors des agglomérations

Article L581-7

En dehors des lieux qualifiés « agglomération » par les règlements relatifs à la circulation routière, toute publicité est interdite sauf dans des zones dénommées « zones de publicité autorisée ».

Ces zones peuvent être instituées, sous réserve des dispositions de l'article L. 581-4, à proximité immédiate des établissements commerciaux et industriels, ou des centres artisanaux, ou dans des groupements d'habitations.

Elles sont définies dans les conditions prévues à l'article L. 581-14 et la publicité y est soumise aux prescriptions fixées par les actes qui les instituent.

Sous-section 3 : Publicité à l'intérieur des agglomérations

Article L581-8

I. - A l'intérieur des agglomérations, la publicité est interdite :

1° Dans les zones de protection délimitées autour des sites classés ou autour des monuments historiques classés ;

2° Dans les secteurs sauvegardés ;

3° Dans les parcs naturels régionaux.

Il ne peut être dérogé à cette interdiction que par l'institution de zones de publicité restreinte.

II. - La publicité y est également interdite :

1° Dans les sites inscrits à l'inventaire et les zones de protection délimitées autour de ceux-ci ;

2° A moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ou visés au II de l'article L. 581-4 ;

3° Dans les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

Il peut être dérogé à cette interdiction par l'institution de zones de publicité restreinte ou de secteurs soumis au régime général fixé en application de l'article L. 581-9.

Il peut y être dérogé à titre exceptionnel, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, par l'institution d'une zone de publicité élargie lorsque la publicité est un élément déterminant de l'animation des lieux considérés.

Les secteurs soumis au régime général sont institués selon la procédure définie à l'article L. 581-14.

III. - Dans le cas où il n'est pas dérogé aux interdictions prévues aux I et II du présent article, le maire peut autoriser l'affichage d'opinion et la publicité relative aux activités des associations, mentionnés à l'article L. 581-13, sur des palissades de chantier, dans des conditions déterminées par un décret en Conseil d'Etat.

IV. - La publicité ne peut recouvrir tout ou partie d'une baie. Toutefois, cette interdiction est levée lorsqu'il s'agit de la devanture d'un établissement temporairement fermé pour réfection ou à la suite d'une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation des biens ou lorsqu'une ou plusieurs zones de réglementations spéciales instituées selon la procédure définie à l'article L. 581-14 l'ont prévu.

Article L581-9

Dans les agglomérations, et sous réserve des dispositions des articles L. 581-4, L. 581-8 et L. 581-10, la publicité est admise. Elle doit toutefois satisfaire, notamment en matière d'emplacements, de surface, de hauteur et d'entretien, à des prescriptions fixées par décret en Conseil d'Etat en fonction des procédés, des dispositifs utilisés, des caractéristiques des supports et de l'importance des agglomérations concernées. Ce décret précise également les conditions d'utilisation comme supports publicitaires du mobilier urbain installé sur le domaine public.

L'installation des dispositifs de publicité lumineuse autres que ceux qui supportent des affiches éclairées par projection ou par transparence est soumise à l'autorisation du maire.

Article L581-10

Dans tout ou partie d'une agglomération, il peut être institué, selon la procédure définie à l'article L. 581-14, des zones de publicité restreinte ou des zones de publicité élargie, où la publicité est soumise à des prescriptions spéciales fixées par les actes instituant lesdites zones.

Article L581-11

I. - L'acte instituant une zone de publicité restreinte y soumet la publicité à des prescriptions plus restrictives que celles du régime fixé en application de l'article L. 581-9.

II. - Il peut en outre :

1° Déterminer dans quelles conditions et sur quels emplacements la publicité est seulement admise ;

2° Interdire la publicité ou des catégories de publicités définies en fonction des procédés et des dispositifs utilisés.

III. - Toutefois, la publicité supportée par des palissades de chantiers ne peut être interdite, sauf lorsqu'elles sont implantées dans les lieux visés aux 1° et 2° du 1 de l'article L. 581-8

IV. - Toute zone de publicité restreinte doit comporter un ou plusieurs des emplacements visés à l'article L. 581-13, selon des modalités fixées par le décret visé audit article.

Article L581-12

L'acte instituant une zone de publicité élargie y soumet la publicité à des prescriptions moins restrictives que celles du régime fixé en application de l'article L. 581-9.

Article L581-13

Sous réserve des dispositions du présent chapitre, le maire détermine par arrêté et fait aménager sur le domaine public ou en surplomb de celui-ci ou sur le domaine privé communal, un ou plusieurs emplacements destinés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif. Aucune redevance ou taxe n'est perçue à l'occasion de cet affichage ou de cette publicité.

En vue d'assurer la liberté d'opinion et de répondre aux besoins des associations, les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat en fonction du nombre d'habitants et de la superficie de la commune. Ce décret fixe une surface minimale que chaque catégorie de communes doit réserver à l'affichage défini à l'alinéa précédent.

Si dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de ce décret, le maire n'a pas pris l'arrêté prévu au premier alinéa, le préfet, après une mise en demeure restée sans effet durant trois mois, détermine le ou les emplacements nécessaires. L'arrêté préfectoral cesse de s'appliquer dès l'entrée en vigueur d'un arrêté du maire déterminant un autre ou d'autres emplacements.

Sous-section 4 : Procédure d'institution de zones de publicité autorisées, de publicité restreinte ou de publicité élargie

Article L581-14

I. - La délimitation des zones de publicité autorisée, des zones de publicité restreinte ou des zones de publicité élargie, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent, sont établies à la demande du conseil municipal.

Le projet de réglementation spéciale est préparé par un groupe de travail dont la composition est fixée par arrêté préfectoral. Il est présidé par le maire qui, en cette qualité, dispose d'une voix prépondérante. Il comprend, en nombre égal, des membres du conseil municipal et éventuellement un représentant de l'assemblée délibérante de l'organisme intercommunal compétent en matière d'urbanisme, d'une part, et, d'autre part, des représentants des services de l'Etat. Les chambres de commerce et d'industrie, les chambres de métiers, les chambres d'agriculture, les associations locales d'usagers visées à l'article L. 121-41 du code de l'urbanisme ainsi que les représentants des professions d'urbanisme agréées, désignés par des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, ont la faculté de participer au groupe de travail.

Le projet ainsi élaboré est transmis pour avis à la commission départementale compétente en matière de sites. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de deux mois.

Le projet établi par le groupe de travail et qui a recueilli l'avis favorable de la commission départementale compétente en matière de sites est arrêté par le maire après délibération du conseil municipal.

En cas d'avis défavorable de cette commission ou d'opposition du conseil municipal, il est procédé à une nouvelle délibération du groupe de travail sur un nouveau projet présenté par le préfet.

Si, après cette nouvelle délibération, le conseil municipal s'oppose au projet, éventuellement modifié, qui lui est présenté par le préfet ou émet des réserves, la délimitation des zones ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent sont fixées par arrêté préfectoral ou, sur demande du maire, par arrêté ministériel.

La délimitation des zones et les prescriptions qui s'y appliquent peuvent être modifiées dans la forme prévue pour leur établissement.

A défaut de proposition du conseil municipal, le préfet peut, après consultation du maire, constituer d'office le groupe de travail prévu au présent article.

II. - En vue de présenter un projet commun, des communes limitrophes, même si elles dépendent de plusieurs départements, peuvent constituer un seul groupe de travail, présidé par le maire d'une des communes intéressées, qui, en cette qualité, dispose d'une voix prépondérante.

La composition et le fonctionnement du groupe de travail mentionné à l'alinéa précédent ainsi que la procédure de délimitation des zones de publicité autorisée, des zones de publicité restreinte ou des zones de publicité élargie et d'établissement des prescriptions qui s'y appliquent sont régis par les dispositions du paragraphe I du présent article, sous réserve des adaptations nécessaires, fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Sous-section 5 : Dispositions particulières applicables à certains modes d'exercice de la publicité

Article L581-15

La publicité sur les véhicules terrestres, sur l'eau ou dans les airs peut être réglementée, subordonnée à autorisation ou interdite, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Toutefois, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables à la publicité relative à l'activité exercée par le propriétaire ou l'utilisateur d'un véhicule, sous réserve que ce véhicule ne soit pas utilisé ou équipé à des fins essentiellement publicitaires.

Article L581-16

Les communes ont le droit d'utiliser à leur profit comme support de publicité commerciale ou d'affichage libre défini à l'article L. 581-13, les palissades de chantier lorsque leur installation a donné lieu à autorisation de voirie.

Article L581-17

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles la publicité peut déroger aux dispositions de la présente section lorsqu'elle est effectuée en

exécution d'une disposition législative ou réglementaire ou d'une décision de justice ou lorsqu'elle est destinée à informer le public sur des dangers qu'il encourt ou des obligations qui pèsent sur lui dans les lieux considérés.

Section 3 : Enseignes et préenseignes

Article L581-18

Un décret en Conseil d'Etat fixe les prescriptions générales relatives à l'installation et à l'entretien des enseignes en fonction des procédés utilisés, de la nature des activités ainsi que des caractéristiques des immeubles où ces activités s'exercent et du caractère des lieux où ces immeubles sont situés.

Les actes instituant les zones de publicité autorisée, les zones de publicité restreinte et les zones de publicité élargie peuvent prévoir des prescriptions relatives aux enseignes.

Le décret prévu au premier alinéa du présent article fixe les conditions dans lesquelles ces prescriptions peuvent être adaptées aux circonstances locales lorsqu'il n'a pas été fait application des dispositions du deuxième alinéa.

Sur les immeubles et dans les lieux mentionnés aux articles L. 581-4 et L. 581-8, ainsi que dans les zones de publicité restreinte, l'installation d'une enseigne est soumise à autorisation.

Les enseignes à faisceau de rayonnement laser sont soumises à l'autorisation du préfet.

Article L581-19

Les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité.

Les dispositions relatives à la déclaration prévue par l'article L. 581-6 sont applicables aux préenseignes dans des conditions, notamment de dimensions, précisées par décret en Conseil d'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les cas et les conditions dans lesquels l'installation de préenseignes peut déroger aux dispositions visées au premier alinéa du présent article lorsqu'il s'agit de signaler les activités soit particulièrement utiles pour les personnes en déplacement ou liées à des services publics ou d'urgence, soit s'exerçant en retrait de la voie publique, soit en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales.

Article L581-20

I. - Le décret prévu à l'article L. 581-18 détermine les conditions dans lesquelles peuvent être temporairement apposées sur des immeubles des enseignes annonçant :

1° Des opérations exceptionnelles qui ont pour objet lesdits immeubles ou sont relatives aux activités qui s'y exercent ;

2° Des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique qui y ont lieu ou y auront lieu.

II. - Le décret prévu à l'article L. 581-19 détermine les conditions dans lesquelles peuvent être temporairement apposées des préenseignes indiquant la proximité des immeubles mentionnés au paragraphe I.

III. - Le décret prévu à l'article L. 581-19 détermine les conditions dans lesquelles peuvent être apposées des préenseignes indiquant la proximité de monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite.

Section 4 : Dispositions communes

Article L581-21

Les autorisations prévues aux sections 2 et 3 du présent chapitre sont délivrées au nom de l'Etat. Le refus de ces autorisations doit être motivé.

Un décret en Conseil d'Etat fixe le délai à l'expiration duquel le défaut de notification de la décision de l'autorité compétente équivaut à l'octroi de l'autorisation. Ce délai ne pourra excéder deux mois à compter de la réception de la demande.

Le délai pourra être porté à quatre mois pour les autorisations relatives aux installations d'enseignes sur un immeuble classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire, ainsi que dans un site classé ou dans un secteur sauvegardé.

Article L581-22

Lorsqu'elle est consultée en application du présent chapitre, la commission départementale compétente en matière de sites est complétée par les représentants de la commune et des professions intéressées, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L581-23

Les textes et documents relatifs aux prescriptions qui régissent l'affichage dans la commune sont tenus en mairie à la disposition du public.

Article L581-24

Nul ne peut apposer de publicité ni installer une préenseigne sur un immeuble sans l'autorisation écrite du propriétaire.

Section 5 : Contrats de louage d'emplacement

Article L581-25

Le contrat de louage d'emplacement privé aux fins d'apposer de la publicité ou d'installer une préenseigne se fait par écrit. Il est conclu pour une période qui ne peut excéder six ans à compter de sa signature. Il peut être renouvelé par tacite reconduction par périodes d'une durée maximale d'un an, sauf dénonciation par l'une des parties trois mois au moins avant son expiration.

Le preneur doit maintenir en permanence l'emplacement loué en bon état d'entretien. Faute d'exécution de cette obligation, et après mise en demeure, le bailleur peut obtenir, à l'expiration d'un délai d'un mois, du juge des référés, à son choix, soit l'exécution des travaux nécessaires, soit la résolution du contrat et la remise des lieux en bon état aux frais du preneur.

A défaut de paiement du loyer, le contrat est résilié de plein droit au bénéfice du bailleur après mise en demeure de payer restée sans effet durant un mois.

Le preneur doit remettre l'emplacement loué dans son état antérieur dans les trois mois suivant l'expiration du contrat.

Le contrat doit comporter la reproduction des quatre alinéas précédents.

Les dispositions du présent article sont d'ordre public.

Section 6 : Sanctions

Sous-section 1 : Procédure administrative

Article L581-26

(Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 art. 12 3° Journal Officiel du 21 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2001)

Sans préjudice des dispositions des articles L. 581-30 et L. 581-34, est punie d'une amende d'un montant de 5 000 F la personne qui a apposé ou fait apposer un dispositif ou matériel visé à l'article L. 581-6, sans déclaration préalable ou non conforme à cette déclaration. Le manquement est constaté par un procès-verbal établi par un fonctionnaire ou agent mentionné à l'article L. 581-40. Une copie du procès-verbal est adressée à la personne visée. Le manquement ainsi relevé donne lieu à une amende prononcée par le préfet. L'amende est recouvrée, dans les conditions prévues par les dispositions relatives aux produits communaux, au bénéfice de la commune sur le territoire de laquelle le manquement a été constaté. La personne visée a accès au dossier et est mise à même de présenter ses observations écrites, dans un délai d'un mois, sur le projet de sanction de l'administration. La décision du préfet, qui doit être motivée, est susceptible d'un recours de pleine juridiction.

Les dispositions du présent article sont applicables en cas d'infraction aux dispositions des articles L. 581-4, L. 581-5 et L. 581-24.

Article L581-27

Dès la constatation d'une publicité, d'une enseigne ou d'une préenseigne irrégulière au regard des dispositions du présent chapitre ou des textes réglementaires pris pour son application, et nonobstant la prescription de l'infraction ou son amnistie, le maire ou le préfet prend un arrêté ordonnant, dans les quinze jours, soit la suppression, soit la mise en conformité avec ces dispositions, des publicités, enseignes ou préenseignes en cause, ainsi que, le cas échéant, la remise en état des lieux.

Cet arrêté est notifié à la personne qui a apposé, fait apposer ou maintenu après mise en demeure la publicité, l'enseigne ou la préenseigne irrégulière.

Si cette personne n'est pas connue, l'arrêté est notifié à la personne pour le compte de laquelle ces publicités, enseignes ou préenseignes ont été réalisées.

Article L581-28

Dans le cas où la déclaration mentionnée à l'article L. 581-6 fait apparaître que le dispositif déclaré n'est pas conforme aux dispositions législatives et réglementaires, le maire ou le préfet enjoint, par arrêté, le déclarant à déposer ou à mettre en conformité le dispositif en cause dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception dudit arrêté. À l'issue de ce délai et en cas d'inexécution, le déclarant est redevable de l'astreinte dans les conditions prévues par l'article L. 581-30.

Article L581-29

Dès constatation d'une publicité irrégulière au regard des dispositions des articles L. 581-4, L. 581-5 ou L. 581-24, le maire ou le préfet peut faire procéder d'office à la suppression immédiate de cette publicité. Toutefois, si cette publicité a été apposée dans, ou sur une propriété privée, l'exécution d'office est subordonnée à la demande du propriétaire ou à son information préalable par l'autorité administrative. Les frais de l'exécution d'office sont supportés par la personne qui a apposé ou fait apposer cette publicité. Si cette personne n'est pas connue, les frais sont mis à la charge de celle pour laquelle la publicité a été réalisée.

Article L581-30

(Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 art. 12 4° Journal Officiel du 21 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2001)

A l'expiration du délai de quinze jours, dont le point de départ se situe au jour de la notification de l'arrêté, la personne à qui il a été notifié est redevable d'une astreinte de cinq cents francs par jour et par publicité, enseigne ou préenseigne maintenue. Ce montant est réévalué chaque année, en fonction de l'évolution du coût de la vie, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

L'astreinte n'est pas applicable à l'affichage d'opinion ou à la publicité relative aux activités des associations, mentionnés à l'article L. 581-13, sauf lorsque cet affichage ou cette publicité ont été apposés à un emplacement publicitaire prohibé en exécution d'un contrat conclu entre l'exploitant de cet emplacement et la personne pour le compte de qui ils ont été réalisés.

L'astreinte est recouvrée, dans les conditions prévues par les dispositions relatives aux produits communaux, au bénéfice de la commune sur le territoire de laquelle ont été commis les faits constatés ; à défaut par le maire de liquider le produit de l'astreinte, de dresser l'état nécessaire à son recouvrement et de le faire parvenir au préfet dans le mois qui suit l'invitation qui lui en est faite par celui-ci, la créance est liquidée et recouvrée au profit de l'Etat.

Le maire ou le préfet, après avis du maire, peut consentir une remise ou un reversement partiel du produit de l'astreinte lorsque les travaux prescrits par l'arrêté ont été exécutés et que le redevable établit qu'il n'a pu observer le délai imposé pour l'exécution totale de ses obligations qu'en raison de circonstances indépendantes de sa volonté.

Article L581-31

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article L. 581-30, le maire ou le préfet fait, en quelque lieu que ce soit, exécuter d'office les travaux prescrits par l'arrêté visé à l'article L. 581-27, s'il n'a pas été procédé à leur exécution dans le délai fixé par cet arrêté.

Les frais de l'exécution d'office sont supportés par la personne à qui a été notifié l'arrêté, sauf si cette personne est exemptée de l'astreinte en application des dispositions du troisième alinéa de l'article L. 581-30.

L'administration est tenue de notifier, au moins huit jours à l'avance, à la personne privée propriétaire ou occupant des lieux, la date de commencement des travaux.

Article L581-32

Lorsque des publicités ou des préenseignes contreviennent aux dispositions du présent chapitre ou des textes réglementaires pris pour son application, le maire ou le préfet sont tenus de faire usage des pouvoirs que leur confère l'article L. 581-27, si les associations mentionnées à l'article L. 141-1 ou le propriétaire de l'immeuble sur lequel ont été apposées, sans son accord, les publicités ou préenseignes, en font la demande.

Article L581-33

Le maire ou le préfet, selon le cas, adresse au procureur de la République copie de la mise en demeure prévue à l'article L. 581-27 et le tient immédiatement informé de la suite qui lui a été réservée.

Sous-section 2 : Sanctions pénales

Article L581-34

I. - Est puni d'une amende de 25 000 F le fait d'apposer, de faire apposer ou de maintenir après mise en demeure une publicité, une enseigne ou une préenseigne :

1° Dans des lieux, sur des emplacements ou selon des procédés interdits en application des articles L. 581-4, L. 581-7, L. 581-8, L. 581-15, L. 581-18 et L. 581-19 ;

2° Sans avoir obtenu les autorisations préalables prévues aux sections 1 et 2 du présent chapitre ou sans avoir observé les conditions posées par ces autorisations ou sans avoir procédé à la déclaration préalable prévue à l'article L. 581-6 ou en ayant produit une fausse déclaration ;

3° Sans avoir observé, dans les zones de publicité restreinte, les dispositions particulières y régissant la publicité.

II. - Est puni des mêmes peines le fait de laisser subsister une publicité, une enseigne ou une préenseigne au-delà des délais de mise en

conformité prévus à l'article L. 581-43, ainsi que le fait de s'opposer à l'exécution des travaux d'office prévus par l'article L. 581-31 ou le fait de mettre obstacle à l'accomplissement des contrôles ou à l'exercice des fonctions des agents prévus à l'article L. 581-40.

III. - L'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de publicités, d'enseignes ou de préenseignes en infraction.

Article L581-35

Est puni des mêmes peines que l'auteur de l'infraction, celui pour le compte duquel la publicité est réalisée, lorsque la publicité ou le dispositif publicitaire ne comporte pas les mentions visées à l'article L. 581-5 ou lorsque celles-ci sont inexactes ou incomplètes.

Dans le cas d'une publicité de caractère électoral, l'autorité administrative compétente met en demeure celui pour le compte duquel cette publicité a été réalisée de la supprimer et de procéder à la remise en état des lieux dans un délai de deux jours francs. Si cette mise en demeure est suivie d'effet, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables.

Article L581-36

En cas de condamnation, le tribunal ordonne soit la suppression, dans un délai qui ne peut excéder un mois et sous astreinte de 50 à 500 F par jour de retard, des publicités, enseignes ou préenseignes qui constituent l'infraction, soit leur mise en conformité, dans le même délai et sous les mêmes conditions, avec les prescriptions auxquelles ils contreviennent ; il ordonne, le cas échéant, la remise en état des lieux. Il peut déclarer sa décision exécutoire par provision.

Article L581-37

L'astreinte ne peut être révisée par le tribunal que si le redevable établit qu'il n'a pu observer le délai imposé pour l'exécution totale de ses obligations qu'en raison de circonstances indépendantes de sa volonté. Elle est recouvrée dans les conditions prévues au cinquième alinéa de l'article L. 581-30.

Article L581-38

La prescription de l'action publique ne court qu'à partir du jour où la publicité, l'enseigne ou la préenseigne en infraction aux dispositions du présent chapitre et des règlements pris pour son application est supprimée ou mise en conformité avec les dispositions auxquelles il est contrevenu.

Article L581-39

Les dispositions des articles L. 581-35, L. 581-36, L. 581-37 et L. 581-38 et les règles relatives à la complicité sont applicables aux contraventions aux dispositions réglementaires prises pour l'application du présent chapitre.

Article L581-40

I. - Pour l'application des articles L. 581-27, L. 581-34 et L. 581-39, sont habilités à procéder à toutes constatations, outre les officiers de police judiciaire :

1° Les agents de police judiciaire mentionnés aux articles 20 et 21 du code de procédure pénale ;

2° Les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions aux lois du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et au titre IV du livre III du présent code ;

3° Les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions aux dispositions du code de la voirie routière ;

4° Les fonctionnaires et agents publics habilités à constater les infractions au code de l'urbanisme ;

5° Les ingénieurs des ponts et chaussées, les ingénieurs des travaux publics de l'Etat et les agents des services des ports maritimes commissionnés à cet effet ;

6° Les agents habilités par les collectivités locales à constater les infractions au code de la route en matière d'arrêt et de stationnement des véhicules automobiles en vertu de l'article L. 24 dudit code.

II. - Les agents et fonctionnaires ci-dessus habilités pour constater les infractions transmettent leurs procès-verbaux de constatation au procureur de la République, au maire et au préfet.

Article L581-41

Les amendes prononcées en application des articles L. 581-34 et L. 581-35 sont affectées d'une majoration de 50 % perçue au bénéfice des collectivités locales. Son produit constitue une des ressources du comité des finances locales, institué par l'article L. 1211-1 du code général des collectivités territoriales.

Article L581-42

Les dispositions de la présente section ne s'appliquent ni à l'affichage d'opinion, ni à la publicité relative aux activités des associations, mentionnés à l'article L. 581-13, dès lors que le maire ou le préfet n'aura pas déterminé et fait aménager le ou les emplacements prévus au même article.

Article L581-43

Les publicités, enseignes et préenseignes, qui ont été mises en place avant l'entrée en vigueur des actes pris pour l'application des articles L. 581-4, avant-dernier alinéa, L. 581-7, L. 581-8, L. 581-10 et L. 581-18, deuxième et troisième alinéas et qui ne sont pas conformes à leurs prescriptions, ainsi que celles mises en place dans des lieux entrés dans le champ d'application des articles L. 581-4, L. 581-8 et L. 581-44 en vertu d'actes postérieurs à leur installation, peuvent, sous réserve de ne pas contrevenir à la réglementation antérieure, être maintenues pendant un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur des actes précités.

Les publicités, enseignes et préenseignes, qui sont soumises à autorisation en vertu du présent chapitre et ont été installées avant l'entrée en vigueur des règlements visés à l'alinéa précédent, peuvent, sous réserve de ne pas contrevenir à la réglementation antérieure, être maintenues pendant un délai de deux ans à compter de la décision de l'autorité administrative compétente en ordonnant la suppression ou la modification.

Article L581-44

Les décrets en Conseil d'Etat mentionnés aux articles L. 581-9 et L. 581-18 et, le cas échéant, les actes pris en application des articles L. 581-7 et L. 581-10, déterminent celles des prescriptions édictées en application du code de l'urbanisme en matière d'implantation, de hauteur et d'aspect des constructions, ainsi que de mode de clôture des propriétés foncières qui sont, au titre de la présente loi, applicables à l'installation des dispositifs mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 581-3, des enseignes et des préenseignes.

Ils déterminent également les conditions d'application des dispositions relatives à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes figurant dans le règlement annexé à un plan de sauvegarde et de mise en valeur rendu public ou approuvé.

En vue d'assurer le respect des prescriptions et dispositions visées aux deux alinéas précédents, un décret en Conseil d'Etat définit les cas et les conditions dans lesquels le scellement au sol ou l'installation directe sur le sol des publicités, des dispositifs mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 581-3, des enseignes et des préenseignes, sont soumis à une autorisation préalable.

Article L581-45

Les modalités d'application du présent chapitre sont définies par décret en Conseil d'Etat.

Extrait de la table de concordance Article du code vers loi

L. 581-1	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 1
L. 581-2	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 2
L. 581-3	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 3
L. 581-4	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 4
L. 581-5	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 5
L. 581-6	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 5-1
L. 581-7	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 6
L. 581-8	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 7
L. 581-9	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 8 ⁱ
L. 581-10	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 9
L. 581-11	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 10
L. 581-12	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 11
L. 581-13	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 12
L. 581-14	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 13
L. 581-15	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 14
L. 581-16	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 15
L. 581-17	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 16
L. 581-18	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 17
L. 581-19	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 18
L. 581-20	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 19
L. 581-21	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 20
L. 581-22	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 21
L. 581-23	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 22
L. 581-24	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 23

L. 581-25	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 31
L. 581-26	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 23-1
L. 581-27	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 21
L. 581-28	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 24-1
L. 581-29	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 24-2
L. 581-30	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 25
L. 581-31	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 26
L. 581-32	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 27
L. 581-33	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 28
L. 581-34	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 29
L. 581-35	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 30
L. 581-36	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 31
L. 581-37	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 32
L. 581-38	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 33
L. 581-39	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 34
L. 581-40	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 36
L. 581-41	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 37
L. 581-42	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 38
L. 581-43	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 40
L. 581-44	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 42 II
L. 581-45	.....	Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 / Art. 43

Extrait de la table de concordance loi vers article

Loi n° 79-1130 du 29 décembre 1979	CODE ENVIR
Art. 1	..... L. 581-1
Art. 2	..... L. 581-2
Art. 3	..... L. 581-3
Art. 4	..... L. 581-4
Art. 5	..... L. 581-5
Art. 5-1	..... L. 581-6
Art. 6	..... L. 581-7
Art. 7	..... L. 581-8
Art. 8	..... L. 581-9
Art. 9	..... L. 581-10
Art. 10	..... L. 581-11
Art. 11	..... L. 581-12
Art. 12	..... L. 581-13
Art. 13	..... L. 581-14
Art. 14	..... L. 581-15
Art. 15	..... L. 581-16
Art. 16	..... L. 581-17
Art. 17	..... L. 581-18
Art. 18	..... L. 581-19
Art. 19	..... L. 581-20
Art. 20	..... L. 581-21
Art. 21	..... L. 581-22
Art. 22	..... L. 581-23
Art. 23	..... L. 581-24

Art. 23-1	.....	L. 581-26
Art. 24	.....	L. 581-27
Art. 24-1	.....	L. 581-28
Art. 24-2	.....	L. 581-29
Art. 25	.....	L. 581-30
Art. 26	.....	L. 581-31
Art. 27	.....	L. 581-32
Art. 28	.....	L. 581-33
Art. 29	.....	L. 581-34
Art. 30	.....	L. 581-35
Art. 31	.....	L. 581-36
Art. 32	.....	L. 581-37
Art. 33	.....	L. 581-38
Art. 34	.....	L. 581-39
Art. 35	.....	Non codifié
Art. 36	.....	L. 581-40
Art. 37	.....	L. 581-41
Art. 38	.....	L. 581-42
Art. 39	.....	L. 581-25
Art. 40	.....	L. 581-43
Art. 41	.....	Non codifié
Art. 42 I	.....	L. 581-44
Art. 42	.....	L. 581-45
Art. 43	.....	Non codifié

abrogeant l'Arrêté n° 282/88 du 24 mars 1988 et portant application d'une nouvelle réglementation locale de la publicité sur le territoire de la Commune de Saint-Denis - REUNION

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-DENIS

- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions modifiée ;
- Vu la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative aux règles applicables à la publicité, aux enseignes, et aux préenseignes visibles de la voie publique ; modifiée par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 ;
- Vu le décret 96/946 du 24 octobre 1996 pris en application de la loi 95/101 du 2 février 1995 ;
- Vu l'arrêté n° 282/88 du 24 mars 1988 portant application de la réglementation spéciale de la publicité sur le territoire de la Commune de Saint-Denis ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal de Saint-Denis n° 95/4-40 du 22 juillet 1995 décidant la modification du règlement local de la publicité en vigueur à Saint-Denis ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2671 du 30 septembre 1996 créant un groupe de travail chargé de la modification de la réglementation locale de la publicité sur le territoire de la commune de Saint-Denis ;
- Vu le projet de réglementation établi par les membres du groupe de travail ;
- Vu l'avis favorable de la Commission Départementale des sites en date du 31 octobre 1997 ;
- Vu l'avis favorable du Conseil Municipal de Saint-Denis en date du 19 décembre 1997 délibération n° 97/8-50 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La réglementation spéciale de la publicité instituée sur le territoire de la Commune de Saint-Denis par arrêté municipal n° 282/88 en date du 24 mars 1988 est abrogée.

ARTICLE 2 : Par application de l'article 13 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 ci-dessus visée, une nouvelle réglementation locale de la publicité est instituée sur le territoire de la Commune de Saint-Denis.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de la Réunion pour accusé de réception et pour publication au recueil des actes administratifs du Département, en application du décret n° 80-924 du 21 novembre 1980.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie et publié au recueil des actes administratifs de Saint-Denis et dans la presse régionale.

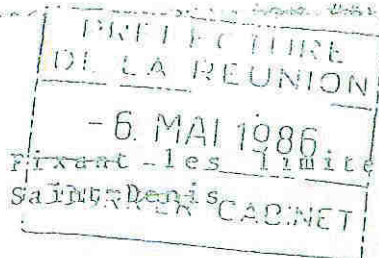


Fait à Saint-Denis, le 29 JUL. 1998

Le Maire



MICHAEL TARDY



A R R E T E N° 258

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-DENIS
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82.213 du 2 MARS 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions modifiée ;

VU le Code des Communes, notamment ses articles L 131-1 et suivants ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles R 44 et R 225 ;

VU le Code Pénal ;

VU l'avis favorable émis par la Commission de circulation dans sa séance du 28 NOVEMBRE 1985 ;

A R R E T E :

ARTICLE 1 - Les limites de l'agglomération constituée par la Commune de Saint-Denis telles qu'elles sont prévues par le Code de la Route, pour avoir les effets prescrits par ledit Code, sont ainsi fixées :

a) - sur la RN 1, allant du Barachois vers la Grande Chaloupe, au PR 1, à 100 m du carrefour RN 1/CD 41 ;
- sur la RN 2, allant du Barachois vers Gillot, au PR 4,7, au droit du carrefour RN 102/RN 2 ;
- sur la RN 102, allant du littoral à Commune Prima, au PR 2,9, à la limite de séparation des communes de St-Denis et Ste-Marie.

b) - sur le CD 41, allant du littoral à la Montagne au PK 2, au droit de la limite de compétence territoriale de la circonscription de la Police Nationale de Saint-Denis ;
- sur le CD 42, à la rencontre de la piste forestière du Brûlé à 700 m du carrefour CD 42/CD 43 ;
- sur le CD 43, au PK 7,6 au droit de la Ravine Boucan Launay ;
- sur le CD 43, dans l'agglomération du Brûlé, au PR 12,3 à 150 m en direction du CD 42 de la Ravine Bras Maho et au PR 13 au droit du carrefour avec le CD 42 ;

ANNEXE AU RAPPORT N° 97-18-50
du Conseil Municipal
en séance du vendredi 19 décembre 1997

NOUVEAU REGLEMENT LOCAL DE LA PUBLICITE DE SAINT DENIS



PRESENTATION DU PROJET DE REGLEMENTATION

LE MAIRE

DEFINITIONS

- Enseigne :** toute inscription, en forme ou image apposée sur un immeuble (bâti ou non) et relative à une activité qui s'y exerce.
- Préenseigne :** toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble (bâti ou non) où s'exerce une activité déterminée.
- Publicité :** à l'exclusion des enseignes et pré-enseignes, toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention. Les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilés à des publicités.
- Enseigne publicitaire :** publicité faite sur l'établissement qui fabrique ou commercialise le produit objet de la publicité.



I - OBJECTIFS

L'article 1er de la loi du 29 décembre 1979 reconnaît le principe fondamental de la liberté d'affichage : -chacun a le droit d'exprimer et de diffuser informations et idées, qu'elles qu'en soit la nature, par le moyen de la publicité, d'enseignes et de préenseignes, conformément aux lois en vigueur et sous réserve des dispositions de la présente loi-. Depuis cette date les lois et règlements sont largement intervenus pour limiter et contrôler cette liberté d'affichage. Au-delà des objectifs initiaux relatifs à la sécurité routière, l'évolution de la réglementation est marquée par une volonté croissante de protection de l'environnement et du cadre de vie traduite notamment dans la loi 95-101 du 02 février 1995.

Le premier objectif poursuivi par la commune de Saint-Denis vise à mettre en cohérence la réglementation municipale de la publicité avec l'évolution de la réglementation nationale.

Par ailleurs, le schéma directeur de la ville de Saint-Denis, réalisé en 1993, a défini les grands axes d'organisation fonctionnelle et de développement urbain de la commune. C'est l'image de Saint-Denis pour les vingt ans à venir qui a été projetée.

L'une des caractéristiques principales du schéma directeur réside dans l'impact de grands projets d'infrastructure qui vont contribuer à modeler une nouvelle image urbaine.

RÉCUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Règlement Local de la Publicité
de Saint-Denis*

Délibérations

du Conseil Municipal

DELIBERATION N° 95/4-40
du Conseil Municipal
en séance du samedi 22 juillet 1995

OBJET

REGLEMENTATION LOCALE DE LA PUBLICITE
EN VIGUEUR A SAINT-DENIS

ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION

DESIGNATION DE CONSEILLERS MUNICIPAUX
AU SEIN DU GROUPE DE TRAVAIL CHARGE DE LA MODIFICATION

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu la Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes et le Décret n° 80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale prévue aux Articles 6 et 9 de la Loi n° 79-1150 ;

Vu le Code des Communes ;

Sur le RAPPORT N° 95/4-40 du Maire ;

Vu le rapport de Dominique RIVIERE, 10ème Adjoint au Maire, présenté au nom de la Commission Développement Economique et Economie Alternative ;

Sur l'avis favorable de ladite Commission ;

APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE

ARTICLE 1

Décide la mise en oeuvre de la procédure de modification du Règlement Local de la Publicité en vigueur à Saint-Denis.

Parmi les aménagements structurants on peut citer :

F Au plan des infrastructures routières et de déplacement

- l'aménagement du Boulevard Jean Jaurès comme boulevard urbain
- le Transport en Commun en Site Propre
- l'aménagement et la requalification du Front de Mer

F Au plan de la structure urbaine

- la mise en valeur patrimoine et architecturale du Centre-Ville historique
- la création du Parc Urbain de la Trinité
- le marquage paysager des entrées de ville
- la structure des écarts

F Au plan économique

- la création du Parc Technologique sur les terrains du CERF
- la mise en valeur des zones d'activités
- la revitalisation commerciale du Centre-Ville

L'objectif de la commune est aussi d'adapter le règlement de la publicité aux grands projets urbains de la ville de Saint-Denis.

D'un point de vue réglementaire, les dispositions en matière d'affichage publicitaire doivent en outre être cohérentes avec le Plan d'Occupation des Sols et les dispositions relatives à la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP), dès son entrée en application.

II - CONTENU GENERAL

La réglementation de la publicité traite :

A - Des types d'affichage

- L'affichage publicitaire
- Les enseignes et les pré enseignes
- L'affichage sur mobilier urbain
- L'affichage sur véhicules publicitaires
- L'affichage sur d'autres supports que ceux cités ci-dessus (dispositifs gonflables ...)

B - Des formes d'affichage

Dispositifs lumineux, non lumineux

C - Des supports d'affichage

Dispositifs scellés au sol, sur autres supports (murs ...)

Le règlement établit des zones spécifiques à la publicité et aux enseignes.

Chaque zone définit des conditions d'apposition de l'affichage (hauteur, superficie, densité ...) de manière plus ou moins restrictive que le règlement national selon que l'on se situe dans les différentes zones de publicité restreintes adoptées dans le règlement.

Cinq zones de publicités restreintes ont été validées, la numérotation indique une restriction croissante (qui joue sur les interdictions, les hauteurs, les superficies.....).

III - DELIMITATION DES ZONES DE REGLEMENTATION

A - Hors agglomération

Conformément au régime légal de la publicité, toute publicité est interdite en dehors des lieux qualifiés - agglomération - ou - agglomération satellite - par les règlements relatifs à la circulation routière, sauf dans les zones de publicité autorisée (ZPA). Le règlement local ne définit pas de ZPA.

B - En agglomération

Cinq types de zones sont définis (ZPR 1 à ZPR 5) de la moins restrictive à la plus restrictive pour l'affichage. Leurs limites figurent sur les plans annexés au règlement.

- Une zone de publicité restreinte 1 : ZPR 1

La ZPR 1 est destinée à permettre le développement de l'affichage publicitaire en cohérence avec la vocation économique et commerciale des zones d'activités de la Ville. Il s'agit ainsi d'une zone de restriction faible vis-à-vis des prescriptions du cadre national.

- Une zone de publicité restreinte 2 : ZPR 2

La ZPR 2 vise à permettre la présence de l'affichage publicitaire en cohérence avec la vocation urbaine de la ville dans les secteurs ne présentant pas caractéristiques nécessitant une forte limitation de l'affichage publicitaire.

- Une zone de publicité restreinte 3 : ZPR 3

La ZPR 3 regroupe les secteurs de la ville où l'affichage publicitaire peut se déployer en prenant en compte un objectif de qualité du tissu urbain. Les prescriptions du règlement portent principalement sur des critères tels que la densité ou la taille des dispositifs autorisés.

- Une zone de publicité restreinte 4 : ZPR 4

La ZPR 4 isole le secteur du centre-ville historique où l'affichage publicitaire est fortement limité dans l'objectif de préserver la qualité architecturale des bâtiments. Cette zone ZPR 4 recouvre en partie le périmètre indicatif de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) telle qu'elle est mentionnée dans le plan d'occupation du sol de la commune.

une zone de publicité restreinte 5 : ZPR 5
ZPR 5 couvre, en zone agglomérée, l'ensemble des sites remarquables sur le plan du patrimoine architectural et des paysages naturels ou urbains. Elle a pour but d'interdire les publicités afin de préserver la qualité des milieux naturels et du cadre de vie.

V - ZONAGE DES ENSEIGNES

La réglementation y est beaucoup plus souple, l'enseigne commerciale étant déterminante de l'activité des commerces. Le territoire communal représente une seule zone où les règles sont identiques. En cohérence avec la réglementation de la publicité, les ZPR 4 et ZPR 5 prévoient cependant des prescriptions plus restrictives, en raison du patrimoine et du caractère architectural du centre-ville.

V - AFFICHAGE SUR MOBILIER URBAIN

Il correspond à la nécessité d'informer les administrés et de lutter contre l'affichage sauvage, en offrant des supports à cet effet.

- Affichage d'opinion et de la vie associative, qui répond à une obligation légale pour la commune.
- Affichage des spectacles et culturel (colonne-Morris et mats porte-affiches).
- Affichage électronique (joumaux lumineux).



VI - MESURES TRANSITOIRES

Tous les dispositifs implantés avant l'entrée en vigueur du nouveau règlement local auront un délai de deux ans pour se mettre en conformité, sous réserve de ne pas contrevenir à la réglementation nationale antérieure et au règlement local de la publicité de Saint-Denis antérieur.

NB : Le détail du règlement et les plans des zones peuvent être consultés auprès de la Délégation à l'Economie.

- sur le CD 49, allant de l'avenue De Lattre de Tassigny, à Bois de Nèfles, au PK 5, correspondant à son extrémité ;
- sur le CD 60, allant de l'avenue Leconte de Lisle au chemin Bancoul au PK 2,3, correspondant à son extrémité ;
- sur le CD 50 allant du CD 45 à la localité de la Bretagne au PK 3, correspondant à son extrémité ;
- sur le CD 45, allant de la RN 102 à la localité de Domenjod au PK 1,5 à la limite de séparation des Communes de St-Denis et Ste-Marie.

- c) - sur la voie communale dite chemin de Piton Bois de Nèfles, allant du CD 49 vers les hauts de Bois de Nèfles, au PK 7,8, correspondant à la terminaison de la voie bitumée ;
- sur la voie communale dite chemin de la Source, allant du CD 60 vers la Ravine du Chaudron, correspondant à son extrémité ;
- sur la voie communale dite route des Ananas allant du CD 60 vers le CD 49, dans sa totalité ;
- sur les voies communales dites chemin du Finistère et chemin de Bellevue, allant du CD 50 vers Bellevue, au PK 6, correspondant à son extrémité.

ARTICLE 2 - Les limites de la localité de la Montagne sont définies comme suit :

- sur le CD 41, l'agglomération de la localité dénommée "Montagne 8ème" est délimitée par les PK 5,7 à hauteur des trois bancs, et PK 9,1 au droit du Ruisseau Potier ;
- sur le CD 41, l'agglomération de la localité dénommée "Montagne St-Bernard" est délimitée par les PK 15,3 à 150 m en direction de Montagne 8ème de la Ravine Petit Bras Malheur, et PK 16,7 à 300 m en direction de la Possession du chemin Arnoux.

ARTICLE 3 - Ces limites sont matérialisées par l'implantation de signaux de localisation portant le numéro de la route et l'indication du nom de la commune.

ARTICLE 4 - Messieurs le Commissaire Central, le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie et le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

St-Denis, le 05 MAI 1986

LE MAIRE ADJOINT,



M. GÉRARD

DELIBERATION N° 97/8-50
du Conseil Municipal
en séance du vendredi 19 décembre 1997

OBJET

NOUVEAU REGLEMENT LOCAL DE LA PUBLICITE DE SAINT DENIS

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des
Départements et des Régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Sur le rapport 97/8-50 du Maire

Vu le rapport de Monsieur Dominique RIVIERE, dixième adjoint
Présenté au nom des Commissions Aménagement, Développement Economique /
Economie Alternative et Entreprise Municipale Finances ;
Sur l'avis favorable desdites Commissions ;

APRES AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE DES VOTANTS

Approuve le nouveau règlement local de la publicité de Saint-Denis, annexé au
rapport.

Pour extrait certifié conforme
Fait à Saint-Denis,
le 26 DEC. 1997

LE MAIRE
Michel TAMAYA

